

L'ITINÉRANCE
À MONTRÉAL

AUTOMNE 2023

AL-DÉLÀ DES CHIFFRES

2^E ÉDITION

RAPSIM
Réseau d'aide aux personnes seules
et itinérantes de Montréal

REMERCIEMENTS

Le RAPSIM tient à remercier toutes les personnes ayant pris le temps de partager leur expérience dans cette revue. Le secteur communautaire est rempli de connaissances d'une valeur inestimable et nous nous comptons chanceux à titre de regroupement de pouvoir bénéficiaire de l'expertise des contributeur-trices de cette deuxième édition de la revue «L'itinérance à Montréal: Au-delà des chiffres».

Coordination

Catherine Marcoux, Maryane Daigle, Annie Savage

Graphisme, mise en page et collages numériques

Samuel Alexis Communications

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) est le regroupement montréalais en itinérance et la plus importante concertation régionale en itinérance au Québec. Depuis 1974, il défend les droits des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Il regroupe plus d'une centaine d'organismes communautaires qui travaillent auprès d'une variété de populations. Son action s'appuie sur une équipe de travail ainsi qu'un conseil d'administration engagé et est alimentée, de façon continue, des expériences et réflexions de ses membres. Les interventions du RAPSIM interpellent les trois paliers gouvernementaux.

RAPSIM

1431 rue Fullum, bureau 203, Montréal, H2K 0B5

info@rapsim.org

www.rapsim.org

Les termes surlignés en noir dans les textes réfèrent au lexique qui se trouve aux pages 93 et 94 de ce document.

ISBN: 978-2-9818267-5-6 (imprimé)

ISBN : 978-2-9818267-4-9 (en ligne, PDF)

SOMMAIRE

6

Éditorial

8

Ce que l'action communautaire fait que le dénombrement ne fait pas!

11

Vieillir dans la rue : aîné-es en situation d'itinérance ou à risque de l'être, un phénomène préoccupant et en croissance

15

L'itinérance des femmes : rompre avec une vision dichotomique de l'itinérance

20

Se loger en situation de handicap : un parcours du combattant

23

Hors du placard et dans la rue : Itinérance LGBTQIA+

30

Entrevue – Les réalités autochtones en itinérance à travers les yeux de Navigateurs autochtones chez Médecins du Monde

41

Compter les invisibles? Faire la lumière sur la réalité de l'itinérance pour les personnes migrantes à statut précaire.

46

Santé mentale et itinérance : Adopter une vision de santé globale pour bien voir la complexité des réalités

50

La prévention de l'itinérance : une question de respect des droits des jeunes

54

Itinérance au centre-ville : entre crise et abandon...

57

Le Sud-Ouest : de l'itinérance cachée à l'itinérance chronique

61

**Les multiples visages
cachés de l'itinérance
à Côte-des-Neiges—
Notre-Dame-de-Grâce**

66

**Le Nord-de-l'Île –
L'itinérance qui se
cache et déborde,
qu'on la dénombre
ou pas.**

70

**L'itinérance dans
l'Ouest-de-l'Île : mettre
un terme au déni en
exposant l'invisible**

74

**L'impact des crises
sur les personnes
en situation
d'itinérance dans le
quartier Hochelaga-
Maisonnette**

78

**Le plateau Mont-Royal :
une mixité sociale
qui dérange**

82

**Les quartiers du Nord :
Un cri du cœur de la rue**

84

**Quand t'es deux
dans la rue...**

86

**Pour prévenir et
réduire l'itinérance :
agir globalement,
collectivement,
ambitueusement**

89

Pour en savoir plus...

93

Lexique

ÉDITORIAL

L'itinérance, c'est complexe, c'est difficile à comprendre. Trouver de bonnes réponses à un enjeu avec autant de facettes c'est un casse-tête qui demande l'implication de plusieurs secteurs (communautaire, réseau de la santé, gouvernements). Pour soutenir les personnes en situation d'itinérance, en plus des actions politiques et à la source, les communautés doivent se mobiliser avec des interventions et des réponses multiples, dans plusieurs quartiers, pour bien appuyer une diversité de personnes.

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), le regroupement des organismes communautaires en itinérance à Montréal, est un bon exemple de cette diversité. Il réunit plus d'une centaine d'organismes qui agissent sur différents fronts, autant en prévention qu'en réduction de l'itinérance: **Centres de jour, hébergement d'urgence, logement permanent, sites de consommation supervisée, travail de rue, logement transitoire**, aide alimentaire, réinsertion et implication sociale, et plus encore. Depuis sa création en 1974, le RAPSIM et ses membres travaillent ensemble pour faire respecter les droits et la dignité des personnes en situation d'itinérance et pour revendiquer des réponses adaptées à leurs besoins.

Les dernières années ont été marquées par la pandémie de COVID-19, qui a eu de fortes répercussions sur les personnes en situation d'itinérance et sur les organismes et leurs équipes. Les mesures de distanciation sociale, les injonctions à rester à la maison, le couvre-feu applicable à tous et toutes sans

distinction: la réponse gouvernementale à la crise s'est déployée sans prendre en compte que pour une portion de la population qui est sans domicile ou qui vit dans un logement inadéquat, les règles étaient simplement impossibles à suivre. En 2023, les organismes en itinérance ressortent de cette pandémie fatigués, affectés par la pénurie de main-d'œuvre et le sous-financement chronique de leur mission. Ils doivent en même temps composer avec une augmentation de la détresse et du nombre de demandes d'aide. Si la pandémie a ébranlé la santé mentale des personnes domiciliées, imaginons les impacts sur les personnes en situation d'itinérance!

À travers cette revue, nous voulons brosser un portrait des différentes réalités de l'itinérance à Montréal en 2023, au sortir de cette crise et dans une perspective d'avenir. La capacité des groupes d'action communautaire à faire émerger les réalités de l'itinérance est précieuse et nous verrons que le financement des réponses adaptées qu'ils déploient est primordial pour que ces organismes puissent

répondre adéquatement aux besoins afin de prévenir et réduire l'itinérance.

Quels sont les enjeux auxquels font face les personnes et les organismes en itinérance? À quoi ressemble l'itinérance chez les femmes, les jeunes, les personnes LGBTQ+, les personnes migrantes, les couples, les aîné-es, les personnes qui consomment? Nous savons que l'itinérance n'est pas confinée à un quartier spécifique: comment se vit-elle dans l'Ouest-de-l'Île, sur le Plateau Mont-Royal, dans le Sud-Ouest, dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, dans le centre-ville ou encore au Nord-de-l'Île? Comment les personnes concernées vivent leur situation d'itinérance?

Les visages de l'itinérance changent - depuis la première édition de cette revue en 2016, le RAPSIM a accueilli au sein de ses membres des organismes du Nord de Montréal comme PACT de rue, de l'Ouest-de-l'Île comme Ricochet, des organismes de réinsertion ou d'accompagnement artistique et social comme Cirque Hors Piste. L'itinérance des personnes migrantes à statut précaire est un phénomène grandissant qui demande de nouvelles adaptations, de nouveaux modes d'interventions, ce qui a amené le RAPSIM à co-organiser, avec Foyer du Monde, un forum sur le sujet à l'hiver 2023.

Les articles de cette revue nous aideront à mieux saisir comment les multiples visages de l'itinérance se déclinent. Nous verrons qu'il n'y a pas de recette magique ou de solution unique en itinérance et que chaque

organisme développe des réponses qui leur sont propres et qui sont adaptées aux réalités de leur secteur et des communautés pour qui elles sont destinées. Les discours rapportés dans cette revue respectent de manière intégrale les propos communiqués à l'oral. Rédigés par des personnes qui côtoient différentes formes d'itinérance au quotidien – des travailleur-euses de rue, des intervenant-es, des directions, **des pairs** et des personnes premières concernées – les perspectives apportées nous permettront de mieux cerner à quoi ça peut ressembler, réellement, l'itinérance à Montréal. *

CE QUE L'ACTION COMMUNAUTAIRE FAIT QUE LE DÉNOMBREMENT NE FAIT PAS!

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Imaginez-vous en déplacement un soir d'automne. Un groupe d'inconnus vous interpelle pour vous poser des questions personnelles sur votre âge, votre sexe, votre genre, votre situation résidentielle, vos habitudes de consommation, votre situation financière, vos problèmes de santé, vos traumatismes de vie, etc. Répondriez-vous? Avec méfiance et pudeur fort probablement, sans donner les détails et les nuances qui permettraient de bien comprendre votre situation. Malgré des changements apportés depuis le dénombrement de 2014, cette manière de compter peut être heurtante et plusieurs choisissent de ne pas répondre.

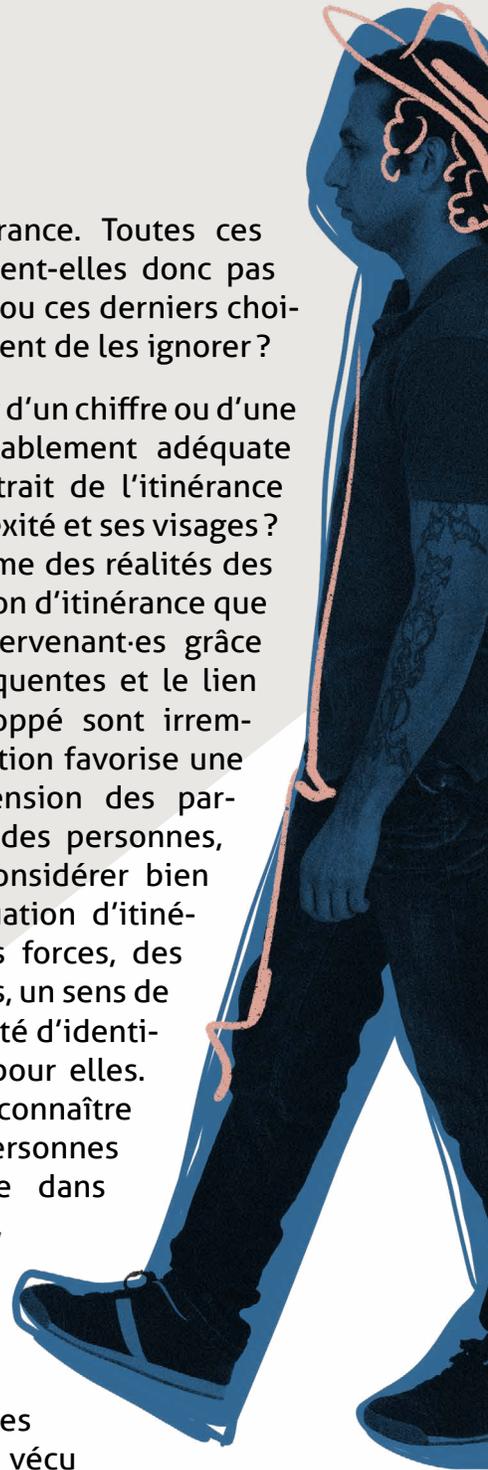


Nous le savons, le résultat de cet exercice est une photographie partielle de l'itinérance visible d'un moment donné à Montréal. Et comme sur chaque photo, il manque des éléments: le contexte, les personnes qui vivent de l'itinérance cachée, les réalités de la fluctuation saisonnière, la mobilité des personnes, etc. Ce qui rend l'exercice d'autant plus inquiétant réside dans le fait que les gouvernements se basent sur cette «photo» pour définir les politiques publiques, identifier les priorités et orienter les financements en itinérance. Si la distribution de ressources financières s'appuie sur les chiffres sur l'itinérance visible, qu'advient-il des personnes qui vivent davantage des situations d'itinérance cachée, comme c'est souvent le cas pour les femmes et les jeunes? Comment envisager de mettre en place des actions pour les personnes qui se retrouvent sur des points de bascule vers l'itinérance? Comment arriver à agir concrètement en prévention pour éviter que toujours plus de nouvelles personnes se retrouvent en situation d'itinérance?

L'absence de données est l'une des principales raisons invoquées par les pouvoirs publics pour justifier la réalisation du dénombrement des personnes en situation d'itinérance tel qu'on le connaît depuis trois éditions. Mais cette prémisse sur l'absence de données est fautive. Les organismes communautaires qui reçoivent du financement public fournissent de manière annuelle, et ce depuis des décennies, des statistiques, des données qualitatives et quantitatives grandement révélatrices des besoins du terrain. Ils participent également de manière fréquente aux consultations publiques, produisent des avis, des mémoires et collaborent avec le milieu de la recherche pour faire émerger les réalités qui concernent les personnes

en situation d'itinérance. Toutes ces données ne se rendent-elles donc pas à leurs destinataires ou ces derniers choisissent-ils délibérément de les ignorer?

Est-ce que la froideur d'un chiffre ou d'une statistique est véritablement adéquate pour dresser le portrait de l'itinérance dans toute sa complexité et ses visages? La connaissance intime des réalités des personnes en situation d'itinérance que développent les intervenant-es grâce aux interactions fréquentes et le lien de confiance développé sont irremplaçables. Cette relation favorise une meilleure compréhension des parcours non linéaires des personnes, et permet de les considérer bien au-delà de leur situation d'itinérance: elles ont des forces, des intérêts, des passions, un sens de l'humour et la capacité d'identifier ce qui est bon pour elles. Cela donne à reconnaître l'agentivité des personnes et à constater que dans une même situation, leurs désirs et leurs besoins peuvent être différents. Les intervenant-es sont formé-es et habitué-es à naviguer entre le vécu des personnes, leurs traumas, leurs mécanismes de défense, et sont en mesure de les mettre en relation avec les facteurs structurels et systémiques. Le portrait de l'itinérance que les organismes communautaires peuvent dresser ensemble est donc indéniablement plus complet et de loin plus fiable que les chiffres du dénombrement.





Au-delà d'un portrait, le dénombrement a comme finalité d'orienter « plus efficacement » la lutte à l'itinérance. Or, en s'attaquant à l'itinérance à travers des indicateurs mesurables et quantifiables dans une logique de résultat, on se prive des petites et grandes victoires du quotidien que seul le pouvoir du lien a la capacité de générer. Certes, les effets du lien de confiance qui réside entre les intervenant-es et les personnes concernées sont moins flamboyants à court terme que d'autres indicateurs comme le nombre de personnes « placées » en logement. Il ne faut cependant pas négliger le rôle essentiel de l'action communautaire sur la reprise de pouvoir, le cheminement continu des personnes et l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'expertise du communautaire n'est pas développée uniquement dans des livres ou par une analyse « objective » de données. Elle s'est développée grâce à la rencontre des savoirs expérientiels des personnes et les connaissances pratiques des intervenant-es et travailleur-es de rue durant des échanges informels, à travers les concertations et aussi lors d'interventions. Les organismes communautaires, de par leur proximité avec les personnes, disposent d'un grand capital social. Ils sont constamment confrontés à de nouveaux défis et doivent trouver des solutions créatives pour y faire face. Leurs pratiques inspirent souvent de nouvelles approches et stratégies pour aborder les problèmes sociaux complexes comme l'itinérance. Aucune recherche, dénombrement ou système d'information ne peut remplacer leurs connaissances approfondies des réalités locales et des besoins spécifiques de leurs communautés. Écoutons-les. *

VIEILLIR DANS LA RUE : AÎNÉ·ES EN SITUATION D'ITINÉRANCE OU À RISQUE DE L'ÊTRE, UN PHÉNOMÈNE PRÉOCCUPANT ET EN CROISSANCE

Raphaële Hubert, Conseillère clinique au suivi post-hébergement,
La Maison Marguerite

À Montréal, le vieillissement des personnes en situation d'itinérance inquiète considérablement les intervenant·es des milieux communautaires. La précarité et la vulnérabilité dans lesquelles se retrouvent plusieurs aîné·es sont extrêmement alarmantes. Les enjeux sociopolitiques actuels contribuent à l'augmentation générale de la population en situation d'itinérance et mettent plus à risque les aîné·es de vivre un premier épisode d'itinérance¹. Effectivement, de multiples facteurs tels que l'augmentation effarante du coût de la vie, l'inflation, la crise du logement, la gentrification dans les quartiers, la disparition des **maisons de chambres**, l'isolement, la perte d'un proche, la privatisation des soins de santé et leur accès de plus en plus difficile, l'insuffisance monétaire du chèque de pension contribuent à l'appauvrissement de plusieurs et fragilisent leur situation de vie.

Partout dans les refuges et les centres d'hébergement on fait le même constat : la population en situation d'itinérance avance en âge. Les personnes qui fréquentent les ressources depuis des années vieillissent, ce qui soulève de vives inquiétudes parce que les

besoins sont plus grands. On remarque aussi qu'il y a une forte augmentation d'aîné·es qui en sont à leur premier épisode d'itinérance.

L'organisme Auberge Madeleine expose que « Les femmes âgées de 61 ans et plus continuent de composer une part importante

1. MMFIM. (2022). Vers des politiques et des programmes plus inclusifs destinés aux personnes âgées en situation d'itinérance. <https://mmfim.ca/vers-des-politiques-et-des-programmes-plus-inclusifs-destines-aux-personnes-agees-en-situation-ditinerance/>

des femmes hébergées (21%)².» Au PAS de la rue, «63% des résidents ont entre 55 et 64 ans. Les 65 ans et plus représentent une part assez significative; 37%³.» À la Résidence J.A. De Sève de la Maison du Père, «42,5% sont à mobilité réduite, 85,7% sont aux prises avec une maladie chronique, 54,7% ont une problématique de santé mentale⁴.» La Maison Marguerite soulève que la moyenne d'âge des usagères est de 47 ans, et qu'elle accueille en grande partie des femmes âgées seules, nombreuses à souffrir de maux physiques⁵.

« LES ÉTUDES DÉMONTRENT UN ÉCART DE VIEILLISSEMENT DE 15 ANS ENTRE LES AÎNÉ·ES EN SITUATION D'ITINÉRANCE ET LE RESTE DE LA POPULATION. »

Viellissement accéléré

En vieillissant, il y a une forme de fragilité qui s'installe sur le corps. Vieillir impose son lot de deuils, de pertes et de défis, mais d'autant plus lorsqu'on est sans domicile fixe. Les conditions extrêmement difficiles de la rue exposent les personnes en situation d'itinérance à de multiples violences et multiplient les traumatismes. Le parcours expérientiel complexe ainsi que les situations de stress aigu subies contribuent à l'accélération de la détérioration physiologique de cette population. Les études démontrent un écart de vieillissement de 15 ans entre les aîné·es en situation d'itinérance et le reste de la population. Ce vieillissement accéléré fait en sorte que les personnes en situation d'itinérance ont besoin de soins particuliers beaucoup plus tôt que la majorité des personnes âgées.

L'accès aux soins

Le système de santé exerce une forme de violence sur les personnes en situation d'itinérance. Trop souvent, elles cumulent les expériences négatives lorsqu'elles utilisent les services publics, elles ne sont pas adéquatement accueillies, subissent diverses formes de discriminations et ne se sentent tout simplement pas les bienvenues. De plus, la mobilité réduite de plusieurs aîné·es les empêche de se rendre facilement dans les cliniques sans rendez-vous à proximité. Cette barrière



2. Auberge Madeleine. (2022). Rapport d'activité 2021-2022. https://www.aubergemadeleine.org/wp-content/uploads/rapport-d-activites_2021-2022_vf.pdf p.5
3. PAS de la rue. (2022). Bilan 2021-2022. https://pasdelarue.org/wp-content/uploads/2022/08/pas_bilan_2021-2022_versiondigitale.pdf p.21
4. Maison du Père. (2022). Rapport d'impact 2022. https://www.maisondupere.org/files/ugd/95dc75_e456a6e78ecf419aac2dd8e59dc2201e.pdf p.10
5. Maison Marguerite. (2022). Rapport d'activités 2022. https://maisonmarguerite.com/wp-content/uploads/2023/05/Maison_Marguerite_rapport_annuel_2022-2.pdf p.8



d'accès aux soins pose problème et met en péril leur santé. Avec l'avancée en âge, les problèmes de santé physique et/ou mentale peuvent s'exacerber et d'autres apparaissent : incontinence, maladies chroniques, cancer, problèmes de perte d'autonomie ou développement de divers troubles cognitifs. Alors que les aîné-es en situation d'itinérance sont parmi les personnes qui ont le plus besoin d'avoir des soins de santé intensifs, ce sont malheureusement souvent celles qui rencontrent le plus de barrières à l'accès.

La ville, obstacle au bien vieillir

Les aîné-es en situation d'itinérance ont une toute autre expérience de la ville. Avec l'avancée en âge, l'accès aux espaces urbains devient plus compliqué. Leur état de santé les empêche d'être aisément mobiles ce qui rend leurs déplacements plus ardues. Les options pour se déplacer ne sont pas accessibles à tous et à toutes ; les multiples démarches pour obtenir le service du transport adapté sont un frein à l'accès, les taxis sont très coûteux, les stations de métro n'ont pas toujours d'ascenseurs ou encore la distance de marche pour se rendre jusqu'à l'arrêt d'autobus est trop grande. Se déplacer avec une marchette, une canne ou un triporteur et potentiellement vivre avec les symptômes de l'arthrite, l'arthrose ou de la fibromyalgie rend le temps de déplacements plus longs et pénibles.

L'accès au logement

Il existe très peu de logements adaptés aux situations complexes des personnes âgées en situation d'itinérance. De plus, les appartements dont les coûts sont moindres sont très souvent insalubres et non sécuritaires, ce

qui empêche certain-es de demeurer dans les lieux. Recevoir les services appropriés à leurs conditions physiques et/ou mentales est nécessaire pour le maintien ou l'accès à un logement. Par contre, il parfois est parfois exigé que l'usager-ère fournisse une contribution financière ou l'évaluation par des professionnel·les demande de longues attentes sur les listes. Les refuges et les hébergements quant à eux sont très rarement adaptés pour accueillir les personnes vieillissantes en situation d'itinérance. Des ajouts tels que des

barres de sécurité dans les douches et salles de bain, des sièges de douche ou de bain, des ascenseurs ou monte-charge afin d'éviter les nombreux escaliers difficiles à enjamber pourraient grandement réduire les obstacles en matière d'accessibilité.

Diane, une femme de 67 ans est arrivée pour la première fois à l'hébergement court terme de La Maison Marguerite après avoir perdu son logement. Déstabilisée par cette nouvelle situation, elle peine à s'ajuster aux règlements de l'hébergement. Elle décide alors le soir même de nous redonner sa clé et de repartir. Le lendemain, Diane resurgit à la porte et nous demande s'il est possible pour elle de reprendre sa chambre. Habituellement, lorsqu'une femme nous redonne sa clé, cela signifie que son séjour se termine et qu'elle ne pourra revenir qu'après trois mois. Considérant son âge, qu'elle en était à sa première visite et que visiblement elle était en état de choc, les intervenantes ont décidé qu'elle pourrait reprendre sa place. Après quelques séjours dans les différents hébergements d'urgence, elle a finalement trouvé un appartement. Grâce au service d'accompagnement que nous offrons, une intervenante vient la visiter une à deux fois par mois chez elle. Ces visites sont super importantes puisqu'elles permettent de briser l'isolement et nous donnent la chance de faire le suivi sur son état. De son côté, elle tire une grande fierté de montrer son appartement, c'est bon pour l'estime de soi.

Offrir des services convenant à leurs besoins spécifiques

Les multiples problématiques sociales que vivent les personnes en situation d'itinérance portent atteinte directement à leur dignité et à leur santé physique et mentale. Le peu de réseau social qu'elles détiennent est d'autant plus mis en péril avec l'avancée en âge et se rétrécit d'année en année, voire disparaît.

De ce fait, elles sont en plus grand risque de souffrir d'isolement social. Développer un travail de proximité avec les aîné-es est la clé pour les aider à retrouver leur pouvoir d'agir et à maintenir leurs acquis. Les accompagner dans leurs milieux de vie contribue grandement à tisser un lien de confiance et les aide à conserver leur stabilité. *

L'ITINÉRANCE DES FEMMES : ROMPRE AVEC UNE VISION DICHOTOMIQUE DE L'ITINÉRANCE

Partenariat pour la prévention et la lutte à l'itinérance des femmes (PPLIF)

Le dénombrement de 2018 avait évalué à 23% le pourcentage de femmes à Montréal⁶ en situation d'itinérance. Cependant, une dimension cachée très importante de leur expérience va bien au-delà de ce chiffre que le dénombrement «ne vise pas à compter»⁷. Conséquemment, cette proportion ne représente que la pointe de l'iceberg d'autant plus dans un contexte où les multiples crises auxquelles nous sommes confrontées affectent davantage les femmes⁸.

6. Je compte Montréal. (2019). Faits saillants - dénombrement 2018. https://jecomptemtl2018.ca/wp-content/uploads/2019/03/rsum_graphique_vf_d2018.pdf p.5

7. Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2019). Dénombrement des personnes en situation d'itinérance au Québec le 24 avril 2018. 978-2-550-83710-7 (version PDF). <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2018/18-846-10W.pdf> p.3

8. Jolin-Dahel, L. (2021, 6 mars). Les femmes, grandes perdantes de la pandémie. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/societe/596250/les-femmes-grandes-perdantes-de-la-pandemie>

Un partenariat pour porter les voix des femmes

Le partenariat pour la prévention et la lutte à l'itinérance des femmes (PPLIF), un regroupement régional de cinq ressources d'hébergement pour femmes de la région de Tiohtià:ke (Montréal), est né d'une volonté d'exposer les réalités et besoins des femmes qui fréquentent nos ressources. Notre travail quotidien auprès des femmes nous a permis de bien cerner les enjeux qu'elles rencontrent et de constater que leurs besoins sont peu considérés.

Avoir une vision commune de l'itinérance cachée

L'itinérance ne peut se restreindre à une vision dichotomique entre ce qui est visible et invisible puisqu'entre les deux, il y a un monde, celui de l'itinérance cachée. Les définitions de celle-ci sont multiples et s'inscrivent sur un continuum⁹ partant d'une définition restrictive à une définition large de ce que peut être l'itinérance cachée.

Lorsqu'il est question de l'itinérance des femmes, il importe d'adopter une définition large et y inclure les stratégies développées par les femmes pour éviter la rue notamment se fondre dans le tissu social (aéroport, café, bibliothèque, marcher), se loger dans un logement non convenable¹⁰, demeurer dans des situations d'abus et/ou de violences

pour éviter de se trouver à la rue. Elles développent ces stratégies notamment pour éviter les violences additionnelles de la rue, la stigmatisation ou encore la crainte de se voir retirer leurs enfants.

La définition officielle de l'itinérance du gouvernement québécois inscrite dans la Politique nationale de lutte à l'itinérance¹¹, bien qu'elle n'exclue pas l'itinérance cachée, n'en fait pas explicitement mention, ce qui participe à rendre invisibles¹² les conditions d'instabilités résidentielles vécues par les femmes. Cette invisibilisation de leur expérience d'itinérance tend à sous-estimer l'ampleur de leurs besoins, dont un immense besoin de sécurité et conséquemment à restreindre le financement des organismes qui visent à les soutenir.

Des refus plus importants qu'en contexte prépandémie

Depuis plus d'une décennie, nous dénonçons le manque de places pour accueillir les femmes en difficulté sur l'ensemble du continuum d'hébergement. Force est de constater que la situation s'est détériorée depuis. Pour l'année 2022-2023, nos ressources ont dû refuser davantage de femmes qu'en contexte prépandémie.

9. MacDonald, S., Côté, P-B., Fontaine, A., Greissler, É. et Houde, S. (2020). Démarche qualitative du Deuxième portrait de l'itinérance au Québec : Regards croisés et approfondissement des connaissances. Montréal, Québec : Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS), CIUSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. 978- 978-2-550-91179-1 (En ligne). https://api.cremis.ca/wp-content/uploads/2021/12/Rapport-final-2020-05-26-Version-finale_murale.pdf

10. OHCHR. (s. d.). Le droit à un logement convenable. <https://www.ohchr.org/fr/special-procedures/sr-housing/human-right-adequate-housing#:~:text=Un%20logement%20convenable%20doit%20offrir,et%20disponibilit%C3%A9%20d%27un%20logement>

11. Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2014). Ensemble pour éviter la rue et en sortir – Politique nationale de lutte à l'itinérance (978-2-550-70034-0). <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2013/13-846-03F.pdf>

12. Bretherton, J. (2017). Reconsidering Gender in Homelessness. *European Journal of Homelessness*, Volume 11. No.1. https://www.feantsaresearch.org/download/feantsa-ejh-11-1_a1-v045913941269604492255.pdf

En effet, si nos ressources ont connu une baisse d'achalandage¹³ au plus fort de la crise sanitaire, en 2022-2023 nos cinq ressources ont comptabilisé 25 119 refus par manque de places laissant pour compte des milliers de femmes dans des situations précaires et de violences. Pour celles qui se sont résignées à fréquenter les ressources mixtes, plusieurs nous ont témoigné vivre harcèlement, abus et agressions. La situation se complexifie pour les personnes trans qui se voient refuser l'accès à de nombreuses ressources.

Au-delà de l'hébergement, l'organisme la rue des Femmes qui accueille annuellement près de 500 femmes différentes dans son **Centre de jour** constate, entre 2020-2021 et 2021-2022, une augmentation de fréquentation de près de 22%. En plus de l'augmentation des fréquentations de Centre de jour/milieu de vie, autant la rue des Femmes que l'organisme les Maisons de l'Ancre notent une augmentation des demandes d'aide alimentaire qui leur sont faites¹⁴.

Une détérioration de la condition des femmes

Nous constatons également une détérioration de la condition des femmes qui arrivent dans nos ressources, leurs réalités se sont complexifiées et la détresse psychologique est plus grande. Les femmes nous témoignent également une augmentation des violences auxquelles elles sont exposées. Selon elles, la rue est plus « rough » depuis la pandémie et la solidarité est de moins en moins présente. En ce sens, plus qu'un lieu qui leur permet de s'abriter du froid, les femmes qui fréquentent nos ressources cherchent également un lieu sécuritaire où se poser, se reposer et (re) prendre un pouvoir sur leur vie, et ce dans le respect de leur rythme.

D'ailleurs, le harcèlement et les violences auxquelles les

13. Les baisses d'achalandage s'expliquent notamment par le fait que les femmes soient demeurées dans des situations de violence, un logement non convenable qui a pu les exposer à davantage de violences, d'abus et de harcèlement. Une autre hypothèse est le fait que certaines d'entre elles ont eu accès à la Prestation canadienne d'urgence, ce qui leur a possiblement permis de trouver refuge à l'hôtel.

14. Les Maisons de l'Ancre (2022). Rapport annuel 2022. <https://lesmaisonsdelancre.org/wp-content/uploads/2023/03/Rapport-annuel-VF.pdf>



Crédit photo : Médecins du Monde

femmes sont exposées sont présents autant en hiver qu'en été. De ce fait, nos ressources affichent complet à longueur d'année et les mois les plus achalandés ne sont pas nécessairement les mois les plus froids.

L'ADS+ un processus incontournable pour une plus grande justice sociale

Parler de l'itinérance des femmes implique de rappeler l'importance d'une démarche d'analyse différenciée selon le sexe dans une perspective intersectionnelle (ADS+), qui plus est dans un contexte où le politique croit qu'on s'enfarge dans les fleurs du tapis¹⁵ lorsqu'on insiste sur la nécessité d'inclure l'intersectionnalité¹⁶.

L'ADS+ est beaucoup plus qu'un acronyme à la mode pour prétendre à l'égalité, il s'agit d'un processus fondamental¹⁷ pour parvenir à lutter contre l'itinérance des femmes et parvenir à une société juste et inclusive. Omettre d'intégrer ce processus à l'ensemble des lois, des mesures et des programmes rend invisible l'expérience de l'itinérance des femmes et par le fait même leurs besoins spécifiques. Conséquemment, les femmes et les personnes de la diversité de genre à la croisée des oppressions se voient dénier bon nombre de leurs droits et sont confrontées à des injustices sociales qui se sont exacer-

« Le dénombrement doit éviter de devenir un instrument de discrimination systémique à l'égard des femmes en situation d'itinérance »

bées dans un contexte de multiples crises (crise des surdoses¹⁸, crise du logement, inflation, crise environnementale sur fond de crise sanitaire).

Les décideurs ne doivent pas appliquer l'ADS+ seulement dans certaines mesures du Plan d'action interministériel en itinérance, ils doivent au

contraire en faire une démarche incontournable à chacune des actions qui découlent de celui-ci y compris lors de l'élaboration des programmes de subvention.

Enfin, comme le soulignait le Conseil des Montréalaises en 2017, le dénombrement doit éviter de « devenir un instrument de discrimination systémique à l'égard des femmes en situation d'itinérance¹⁹ ». En effet, dans un contexte où les femmes sont peu visibles dans l'espace public, orienter les fonds de la lutte à l'itinérance selon les données obtenues lors du dénombrement peut se traduire par l'implantation de mesures qui répondent difficilement aux besoins des femmes. Les chiffres du dénombrement sont incomplets et se baser uniquement sur ceux-ci contribue à invisibiliser les réalités des femmes en situation d'itinérance. *

15. Bossé, O. (2023, 18 avril). Biron ne veut pas « s'enfarger » dans un débat sur le féminisme. *Le Soleil*. <https://www.lesoleil.com/2023/03/03/biron-ne-veut-pas-senfarger-dans-un-debat-sur-le-feminisme-ee0690992a0e44702bb8bea6a2a52344/>

16. Almeida, J., & Lopez, M. (2023). Leur féminisme n'est pas intersectionnel : Oui, et alors ? *Pivot*. <https://pivot.quebec/2023/03/08/leur-feminisme-nest-pas-intersectionnel-oui-et-alors/>

17. Bellot, C. & al. (s.d.) Rapport de recherche programme actions concertées : Rendre visible l'itinérance au féminin. <https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/08/rapport-rendre-visible-litinerance-au-feminin.pdf>

18. Association canadienne de la santé publique. (2019). *Le poids des mots: Pour un langage respectueux en matière de santé sexuelle, de consommation de substances, les ITSS et de sources de stigmatisation intersectionnelles*. <https://substanceuse.ca/sites/default/files/2021-07/language-tool-f%5B1%5D.pdf>

19. L'itinérance des femmes à Montréal : Voir l'invisible. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2772451>

ÉCHANGES DE SERVICES SEXUELS

Em Steinkalik, Adjoint·e à la coordination et Sam Belanger, Coordonnatrice, Projet d'intervention auprès des mineur·es prostitué·es (PlaMP)

Les jeunes femmes/filles en situation d'itinérance ou à risque de l'être que nous rencontrons au Projet d'intervention auprès des mineur·es prostitué·es (PlaMP) sont dans des situations de grande précarité financière. Elles sont souvent distantes de leur famille ou elles ne se sentent pas assez en sécurité pour leur parler de ce qu'elles vivent, particulièrement en lien avec les échanges de services sexuels. On remarque que beaucoup d'entre elles sont souvent très débrouillardes, ayant souvent dû trouver des solutions elles-mêmes afin de pallier un manque de ressources.

Pour plusieurs, le fait de ne pas atteindre plusieurs standards de notre société (ne pas avoir eu accès à des études, être une personne LGBTQIA2+, être en situation d'immigration...) fait en sorte qu'elles doivent se tourner vers des moyens moins « conventionnels » pour survivre. Les filles que nous voyons échangent des services sexuels pour de multiples raisons. Bien que dans la rue, la principale semble être pour la survie, certaines d'entre elles échangent des services sexuels afin d'avoir accès temporairement à un logement, à de la sécurité ou encore pour répondre à un besoin d'appartenir à un groupe.

Même si certaines décident d'arrêter, beaucoup d'emplois et de logements leur sont refusés si elles échangent ou ont déjà échangé des services sexuels. Parfois, elles se retrouvent avec un trou de plusieurs années dans leur curriculum vitae qu'elles ne peuvent pas expliquer, ce qui peut avoir des conséquences considérables sur leur employabilité. Dans ces situations, on peut observer un cycle de précarité qui s'installe parfois très rapidement. Les tabous continuent et la situation des jeunes femmes/filles que l'on voit ne s'améliore pas.

Martin Lalonde et Sooraya Peerally, Ex aequo

SE LOGER EN SITUATION DE HANDICAP

UN PARCOURS DU COMBATTANT

Selon l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), près de la moitié des personnes vivant avec des enjeux de motricité sont locataires et la majorité est sous le seuil de faible revenu²⁰. En 2016, plus de 62 % des personnes ayant une incapacité avaient un revenu inférieur à 30 000 \$ par année. Face au manque criant de logements sociaux et communautaires accessibles et au capacitisme²¹ présent sur les marchés de l'emploi et du logement privé, le risque pour les personnes en situation de handicap moteur de se retrouver en situation d'itinérance grandit.

Les personnes utilisant des aides à la mobilité se trouvent fréquemment en situation de vulnérabilité par rapport à leur propriétaire. Les personnes ayant besoin d'adaptations dans leurs domiciles, par exemple, ne peuvent

20. Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2013). *Enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011 (EQLAV)* (978-2-550-67207-4). https://bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01671FR_EnqSante_limitation_maladie_Vol1_H00F00.pdf p. 37

21. Commission du droit de l'Ontario. (2012). *Promouvoir l'égalité des personnes handicapées par l'entremise des lois, des politiques et des pratiques : cadre provisoire*. https://www.lco-cdo.org/wp-content/uploads/2012/03/disabilities-draft-framework_FR.pdf p. 3





pas recevoir la subvention à cet effet et faire réaliser les travaux dans leur logement sans l'accord de leur propriétaire. Si le propriétaire refuse, la personne est forcée de se trouver un nouveau logement avec un propriétaire qui acceptera. L'attente médiane entre la demande de subvention et le début des travaux était de 16,8 mois à Montréal en 2022. Si l'immeuble change de propriétaire entre temps, le nouveau propriétaire peut retirer son accord. Par exemple, s'il préfère qu'une locataire habitant le logement depuis des décennies quitte pour pouvoir le relouer plus cher. Les propriétaires peuvent également interdire de laisser son fauteuil ou quadripporteur dans le corridor, tout en refusant de trouver un endroit où la personne peut entreposer son aide à la mobilité.

Pour toutes ces raisons, plusieurs personnes craignent de refuser des hausses de loyer abusives et finissent donc par se retrouver avec un loyer qu'elles ne sont plus en mesure de se payer.

Dans un contexte de crise du logement, il devient pratiquement impossible de réussir à trouver un logement accessible ou adaptable et une partie importante de ceux qui existent est dans des immeubles récents et donc très dispendieux. Ce type de logements est encore plus dur à trouver pour les familles dont une des personnes a une déficience motrice.

Des mesures d'aides inadéquates

Nous ne connaissons pas le nombre de personnes ayant un handicap moteur qui sont en situation d'itinérance, cependant les difficultés vécues présentement par des membres d'Ex aequo confirment que le problème est bien réel.

Une fois en situation d'itinérance, ces personnes se butent au manque d'accessibilité des ressources existantes: absence de rampe d'accès, obligation de quitter les refuges durant la journée, manque de formation du personnel²².

À titre d'exemple, à Montréal, les mesures d'urgence pour les locataires sans logis en période de pénurie de logements locatifs ne prévoyaient aucun hébergement temporaire accessible aux personnes en fauteuil roulant.

Pour les personnes qui ne remplissent pas les critères d'admissibilités aux différents programmes d'aide existants (logements sociaux, Programme de supplément au loyer...), par exemple les personnes arrivées à Montréal depuis moins de 12 mois, la situation actuelle est particulièrement difficile.

Le Service de référence de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), chargé de coordonner les mesures d'urgence, se contente dans ces cas-là de diriger la personne vers une liste de logements disponibles sur le marché privé, liste ne comprenant pas l'information sur l'accessibilité des lieux. Alors qu'il y a plusieurs dizaines de candidat-es intéressé-es pour chaque logement disponible dans un contexte de crise du logement, combien de propriétaires choisiront de louer à une personne en situation de handicap?

Ces personnes se retrouvent donc actuellement sans aucune aide de la part de la Ville et de l'OMHM, multiplient les démarches auprès des propriétaires et des coopératives, mais passent des mois sans recevoir de retour d'appels. En attendant, elles vivent de **l'itinérance cachée**, naviguant entre des organismes fournissant un **hébergement d'urgence** temporaire, passant quelque temps dans le salon d'ami-es et n'arrivant pas à trouver de solutions à long terme. *



22. Personnes handicapées | le rond-point de l'itinérance. (s. d.). <https://www.rondpointdelitinérance.ca/itinérance/personnes-handicap%C3%A9es>



HORS DU PLACARD ET DANS LA RUE

ITINÉRANCE LGBTQIA+

Maxim-e Gabriel-le Gosselin (iel), Coordinateur-trice de l'intervention pour Jeunesse Lambda et président-e de la Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+ et **Aurélié Dauphinais (elle),** Trésorière de Jeunesse Lambda et intervenante dans un refuge en itinérance

Depuis 1987, Jeunesse Lambda œuvre à briser l'isolement des jeunes LGBTQIA+ de Montréal à travers des discussions et des activités ludiques et éducatives. L'organisme a œuvré au sein de plusieurs générations de la communauté, agissant avec certain-es de ses membres les plus défavorisé-es. Bien que ce ne soit pas une nouvelle réalité, le nombre de personnes LGBTQIA+ vivant différentes formes d'itinérance atteint un taux de plus en plus alarmant.

Les réalités LGBTQIA+

Au dénombrement²³ en 2019, on comptait déjà un nombre disproportionné de personnes LGBTQIA+ en situation d'itinérance. Ces chiffres sont toutefois incomplets et comportent des lacunes au niveau de l'analyse. Il est difficile d'obtenir des données précises à ce sujet, que ce soit parce que les personnes ne souhaitent pas dévoiler leur identité, ou parce que les questions dans les recensements sont mal ou simplement pas posées,

ou parce qu'il y a davantage d'itinérance dite invisible, par exemple le couchsurfing. Cela dit, on estime qu'approximativement 25 % à 40%²⁴ des personnes en situation d'itinérance sont LGBTQIA+. La statistique inverse confirme que les jeunes LGBTQIA+ sont deux à trois fois plus susceptibles²⁵ de vivre un épisode d'itinérance que les jeunes cisgenres et hétérosexuels.

Les causes de cette disparité sont complexes

23. Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2019). Dénombrement des personnes en situation d'itinérance au Québec le 24 avril 2018. (978-2-550-83710-7). <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2018/18-846-10W.pdf> p.63

24. Josephson, G., & Wright, A. (2000, 6 novembre). Ottawa GLBT Wellness Project: Literature Review and Survey Instruments. Social Data Research Limited. <https://www.homelesshub.ca/resource/ottawa-glb-wellness-project-literature-review-and-survey-instruments>

25. Gaetz S., O'Grady, B., Kidd S., & Schwan, K. (2016). Sans domicile : un sondage national sur l'itinérance chez les jeunes. Toronto : Observatoire canadien sur l'itinérance. (978-1-77221-059-0) <https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments-fr/WithoutAHome-Sommaire.pdf>

« On aurait pas besoin d'aide ou de shelter spécifique si le monde nous haïssait pas autant. »

Arson (il), jeune homme trans en situation d'itinérance

et variées, mais la marginalisation des personnes LGBTQIA+ est un facteur important.

Les jeunes subissent souvent du rejet et de la violence à la maison, en Centre jeunesse et à l'école ce qui peut les emmener à fuguer ou vivre dans la rue. L'absence de logement abordable et les difficultés d'accès à l'emploi ne font qu'exacerber le problème. Les problèmes de santé mentale (comme l'anxiété et la dépression), de consommation et de dépendance davantage présents dans les populations queer et trans font également partie de l'équation.

Cela dit, des besoins de plus en plus criants font surface.

« Il doit y avoir près du quart de nos régulier-ères qui vivent une forme d'itinérance, je me demande constamment si nos jeunes ont un endroit où dormir, s'ils ne reviennent pas une semaine je ne sais jamais s'ils sont encore en vie. En tant qu'intervenant-e dans un organisme LGBTQ+ je ne devrais pas avoir à me préoccuper autant de la survie d'ados et de jeunes adultes. »

- Charlie (iel), coordinateur-trice à Jeunesse Lambda

Malgré la présence accrue des personnes LGBTQ+ en situation d'itinérance, ces dernières sont souvent invisibilisées dans les portraits sur l'itinérance. Elles évitent souvent les ressources traditionnelles, craignant de vivre plus de discrimination et préférant avoir recours à des systèmes de soutien informel.

Les réalités trans spécifiquement

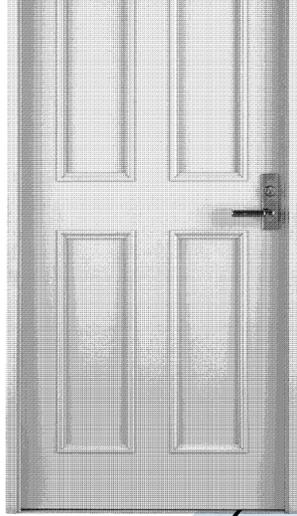
La transphobie, l'homophobie et le sexisme se concentrent particulièrement autour des personnes qui ne se conforment pas aux stéréotypes de genre. Arriver à « passer » (à être perçu-es visiblement dans le genre désiré) est complexe pour beaucoup de personnes trans, en particulier celles ayant accès à moins de ressources ou vivant une grande précarité.

« Je reçois des commentaires des résidents comme t'a pas l'air d'un gars. La moitié des intervenants répondent comme du monde, l'autre répond pas. À n'importe quel refuge faut que tu te battes pour que tes pronoms soient respectés. Tu deviens désensibilisé à la longue, quand tu te fais mégenrer 98 % du temps, même avec un pronoun pin, même par la nurse pour ton injection de [testostérone], le monde disent quand même she/her. »

- Arson (il)

Autre difficulté pour les personnes trans, les dossiers des résident-es des ressources d'hébergement sont souvent genrés, binaires et difficiles à faire changer. Malgré les modifications au Code Civil²⁶ adoptées l'an passé, beaucoup d'institutions n'offrent pas d'option pour les personnes non-binaires.

26. Carabin, F. (2022, 8 juin). La réalité des personnes non binaires maintenant reconnue dans le Code civil. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/720165/identite-de-genre-la-realite-des-personnes-non-binaires-dans-la-reforme-du-code-civil>



«Toutes les affaires reliées au CIUSSS²⁷ sont simplement binaires. Sur chaque dossier, dans toute la paperasse, il y a le genre des jeunes. Pas leur identité de genre. Le genre est assumé seulement, ou ils prennent l'information du suivi précédent. Ce n'est jamais demandé.»

- Ashley (elle), 17 ans, a souvent fugué de son Centre Jeunesse

Malheureusement, les personnes trans sans domicile se retrouvent à devoir faire un choix impossible entre ne pas commencer une transition pour garder un minimum de sécurité, ou entamer une transition pour vivre authentiquement à risque de vivre de la violence et avec très peu de ressources. L'accès aux hormones est très difficile, certain-es se tournent vers le marché noir ce qui

peut être dangereux. Il est également ardu de se procurer des articles d'affirmation de genre lorsque l'on n'a pas d'adresse fixe ou de revenu stable.

Les refuges et les enjeux queer et trans

Alors que certains refuges se disent ouverts aux personnes trans, d'autres ont plus de difficulté à créer un milieu de vie bienveillant et adéquat, et d'autres encore refusent d'accueillir les personnes trans ne répondant pas à certains critères arbitraires: avoir une apparence correspondant suffisamment aux critères de genre, prendre des hormones ou avoir eu des chirurgies, avoir changé son nom et sa mention de genre légale.

« J'ai connu un homme trans qui ne se sentait pas safe dans les ressources pour homme, et les femmes ne se sentait pas safe avec lui dans les ressources pour femme parce qu'il avait un passing masculin. »

Laurence, intervenant-e à SOS Vélo

Les dortoirs et salles de douches genrées des ressources en hébergement sont des lieux qui peuvent exposer les personnes trans à des violences physiques et sexuelles. Différentes stratégies sont mises en place pour pallier

27. Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux

ce risque dans différents centres. À certains endroits, les usager·ères peuvent choisir où ils veulent dormir ou prendre leur douche, parfois même avec l'option de le faire seul·e plutôt qu'en groupe. Ailleurs, c'est plutôt les intervenant·es qui l'imposent, en posant des questions intrusives sur les organes génitaux ou la transition, ou en ayant un matelas dans la cuisine dédié aux personnes trans. Les personnes non-binaires sont évidemment exclu·es par cette division et sont obligé·es de se conformer à l'une ou l'autre des deux catégories.

Les intervenant·es ne sont pas toujours bien formé·es au niveau du respect des pronoms

« On a besoin d'un shelter juste pour personnes trans, juste un endroit safe pour prendre un break. Même les personnes gays et lesbiennes cis ne sont pas toujours safe. »

- Arson (il)

et des identités des personnes trans. Ils ne connaissent pas toujours les ressources nécessaires pour accompagner leurs usager·ères dans leur transition, ni les organismes susceptibles de leur offrir un soutien essentiel.

Pour adresser ces enjeux, dans un premier temps, il faut envisager la formation et l'adaptation des ressources existantes afin qu'elles puissent offrir des services inclusifs des personnes de la diversité sexuelle et de genre. Les refuges doivent mettre en place des pratiques queer et trans-affirmatives, contribuant à la création d'espaces sécuritaires et bienveillants. Les refuges mixtes, ayant des chambres et des douches individuelles, ont davantage tendance à répondre à ces besoins.

Cependant, la création d'un refuge spécifiquement dédié aux personnes LGBTQIA+, voire uniquement trans, est une solution absolument essentielle pour le bien-être de la communauté. Les projets comme le YMCA Sprott House à Toronto ou Pride Home à Saskatoon démontrent l'utilité et l'efficacité de ce type de ressources. Présentement, il n'existe aucune ressource d'hébergement LGBTQIA+ au Québec.

La transphobie et les enjeux trans sont beaucoup discutés ici, mais ils n'existent pas indépendamment de l'homophobie et des enjeux de la diversité sexuelle.

« Il y a beaucoup d'homophobie en Centre Jeunesse. Je connais des jeunes qui ne disent pas qu'ils sont gays par peur que les autres jeunes se moquent ou rient d'eux. Pour beaucoup de gens là-bas, il n'y a pas de différence entre trans et gay. L'homophobie vient avec la transphobie, souvent l'un va avec l'autre. »

- Ashley (elle)

Les organismes LGBTQIA+ et l'itinérance

Les différents organismes LGBTQIA+ gagneraient à adapter les services qu'ils offrent aux personnes en situation d'itinérance. Les programmes offrant gratuitement des repas, des billets de STM, des articles d'affirmation de genre (binders, packers, gaffs, prothèses mammaires, maquillage et perruques), de même que les activités d'échange de vêtements et de coupe de cheveux affirmatives profitent particulièrement aux personnes avec peu de moyens. Le soutien pour le changement de nom et mention de genre et l'accès à l'hormonothérapie, déjà offert à plusieurs endroits, demeure essentiel.

La plupart des organismes servent uniquement les jeunes, et les plus âgé-es sont oublié-es.

«Après 25-30 ans, il y a aucune ressource, les personnes trans plus âgé-es, sans elles on ne serait pas là. Beaucoup de personnes trans elderly se ramassent à la rue, à 40-60 ans ils ont pas plus de support que nous autres. Pour éviter qu'on continue de mourir on a besoin de services. Qu'est-ce qui dit qu'à 26 ou 31 ans je serai assez stable pour vivre sans soutien?»

- Arson (il)

Simplement, le fait d'avoir un espace bienveillant et gratuit où il est possible d'être out, d'exister et de créer des liens avec sa communauté fait une différence. Autrement, beaucoup de personnes LGBTQIA+ se réunissent dans des lieux comme des cafés ou des bars qui demandent de dépenser ou de consommer pour y rester.

Ce que vous, oui vous, pouvez faire

Concrètement, il y a différentes actions qu'il est possible pour chaque personne de prendre pour rendre la vie des personnes LGBTQIA+ matériellement moins difficile. S'éduquer auprès des personnes concernées est un bon réflexe, mais il faut faire attention à ne pas les épuiser.

«Les gens trans n'existent pas pour répondre aux questions des gens cis, ça fait 100 ans qu'on a des questions sur notre validité. À moment donné "fuck you", pose des questions qui ont de l'allure au moins. Demande les pronoms aux gens. C'est valide d'avoir des questions, mais il y a des personnes trans qui font des conférences, t'es pas obligé d'aller voir le p'tit dude dans la rue avec un drapeau trans, la seule personne trans que tu peux spotter.»

- Arson (il)

« Certaines personnes sont en déni de la situation des personnes trans. Il y a déjà assez d'émissions, de documentaires, de livres. J'aimerais forcer ces personnes-là à trouver un moyen de démystifier ça, parce que pour eux c'est un mythe. »

Ashley (elle)

« J'ai fuqué deux fois, les gardes du Centre Jeunesse m'insultaient. Mais il y avait une intervenante gentille qui prenait ma défense. C'est très rare, mais les intervenantes qui écoutent ça peut vraiment aider. »

Sophya (elle), vit dans la rue et parfois chez des amis

Il est important d'adresser les causes fondamentales de l'itinérance LGBTQIA+ : la discrimination et les préjugés ainsi que l'accès au logement abordable et à l'emploi. L'amélioration des conditions de vie des personnes queer et trans dans la rue requiert une réponse coordonnée de tous les paliers du gouvernement ainsi que de la société en général. C'est par la collaboration et avec des efforts continus que nous arriverons à créer un monde plus équitable et inclusif pour toustes. *

Et les sources d'information fiables ne manquent pas.

Une autre option est de corriger votre famille et vos ami-es lorsqu'ils ont des propos inappropriés ou mégenrent quelqu'un-e. Il est possible d'écouter les personnes concerné-es et de porter leurs voix à de plus grandes audiences. Si vous travaillez auprès de ces populations ou de leur intersection, vous pouvez prendre le temps de vous renseigner sur les enjeux et les ressources disponibles. Les intervenant-es, que ce soit en itinérance, dans le milieu LGBTQIA+, dans les écoles, les centres jeunesse ou ailleurs, ont le potentiel d'avoir un impact positif sur les personnes en situation d'itinérance qui sont LGBTQIA+.

LGBTQIA+ : LESBIENNE, GAY, BISEXUEL·LE, TRANS, QUEER, INTERSEXE, ASEXUEL·LE ET PLUS.

Trans/Personnes trans²⁸

Le terme trans est un terme parapluie qui inclut toute personne dont le genre ne correspond pas au sexe qui lui a été assigné à la naissance. Ce terme peut inclure ou non les personnes non binaires, selon leur propre auto-identification. Une femme trans est une femme pour qui la ou le médecin a coché M (sexe masculin) sur son acte de naissance. Un homme trans est un homme pour qui la ou le médecin a coché F (sexe féminin) sur son acte de naissance.

Binarité des genres

La binarité des genres résulte des constructions sociales binaires (homme-femme) qui limitent l'identité de genre à deux sexes auxquels sont associés des stéréotypes de genre dits masculin ou féminin. La fluidité de genre est un éclatement de la binarité de genre.

Personne queer

Une personne qui choisit ce terme pour affirmer son orientation sexuelle, son identité de genre ou son expression de genre. La réappropriation de ce terme, autrefois considéré comme péjoratif, est une forme d'empowerment. Certaines personnes queers incluent un aspect politique de rejet des normes sociales dans cette auto-identification.

28. FNEEQ-CSN (2017). LGBTQI2SNBA+: Les mots de la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle. <https://fneeq.qc.ca/wp-content/uploads/Glossaire-2017-08-14-corr.pdf>

Entrevue

LES RÉALITÉS AUTOCHTONES EN ITINÉRANCE

À TRAVERS LES YEUX DE NAVIGATEURS AUTOCHTONES CHEZ MÉDECINS DU MONDE

Nous nous sommes entretenus avec Jimmy Siméon et Mathieu Robertson, tous deux originaires de la communauté innue de Mashteuiatsh et travaillant comme navigateurs autochtones à l'organisme Médecins du Monde à Montréal.

1

Pouvez-vous nous présenter Médecins du Monde et votre rôle au sein de l'organisme ?

Jimmy

Médecins du Monde, c'est un organisme à but non lucratif qui a pour mandat de pallier les injustices au niveau de la santé et de l'accès aux soins de santé. Nous, on est sur le projet avec les personnes autochtones en itinérance. C'est une petite équipe de navigation de quatre personnes : on se déplace sur le terrain pour aller voir les gens où ils sont, dans les organismes, dans la rue. On fait de l'accompagnement en santé, donc on va à la pharmacie avec eux, chez le dentiste, à l'urgence, on les aide à organiser un peu le suivi. On travaille beaucoup en partenariat avec d'autres organismes communautaires et avec différents secteurs du réseau de la santé.

Mathieu

Il y a tout le volet accompagnement et puis le volet vraiment terrain, mais il y a aussi un volet vraiment pour des changements structurants, c'est-à-dire de faire de la dénonciation quand on voit du racisme systémique ou du racisme tout court. Il y a aussi une grosse partie où on veut sensibiliser les professionnels de la santé en faisant des formations et en expliquant notre projet.

2

Pourquoi c'est important que les gens que vous côtoyez puissent s'identifier à vous ?

Mathieu

Pour briser un peu la dynamique qu'on rencontre beaucoup dans les soins à travers le réseau de la santé où il y a un professionnel de la santé qui est en position d'autorité, puis il y a une personne patiente qui arrive avec tout son bagage, mais qui n'est pas nécessairement reconnue pour avoir tout son bagage ni comme experte de sa propre santé. Le gros de notre travail, c'est à l'extérieur des accompagnements, c'est dans la création de liens, d'apprendre à se connaître, de se faire connaître aussi, d'apprendre à développer un lien de confiance, expliquer d'où on vient, notre cheminement. On veut créer des ponts avec les personnes qu'on va éventuellement accompagner, se faire reconnaître aussi par la communauté autochtone qui vit en situation d'itinérance à Montréal, en quelque sorte en faire un peu partie.

Dans notre équipe on essaie d'avoir de la diversité culturelle, une diversité du bagage expérientiel, une diversité des âges et des genres aussi pour rejoindre le maximum de personnes en situation d'itinérance, parce que la grande catégorie autochtone justement, ça comporte des gens dans tous les extrêmes au niveau des âges, de génération, des histoires. C'est un grand spectre qu'on essaie de rejoindre du mieux possible !



Est-ce que vous voyez des similitudes avec le travail de rue dans votre approche ?

Mathieu

Définitivement, on emprunte beaucoup du modèle des travailleurs de rue. On est souvent en *outreach*, on priorise beaucoup la création de liens plutôt que de faire des accompagnements en chaîne parce qu'on considère que pour faire un accompagnement qui fait du sens puis qui est sécuritaire, il faut qu'on aille un lien avec la personne. On a aussi la clinique mobile qui est une clinique de soins de base ponctuels: on sort avec elle dans certains secteurs, puis les gens vont faire soigner des petites choses et en même temps on tisse du lien. Donc oui il y a beaucoup du modèle des travailleurs de rue et du modèle de réduction des méfaits aussi dans notre approche.

Jimmy

On va travailler beaucoup en partenariat avec des organismes de travail de rue dans les différents quartiers parce que justement eux autres, ils peuvent accompagner les personnes dans plusieurs aspects de leur vie, tandis que nous on focus vraiment santé. Souvent, ils vont connaître encore mieux les personnes que nous parce qu'on va à différentes places dans la ville avec des horaires qui sont assez variés, tandis que les travailleurs de rue sont des travailleurs de proximité et restent dans un secteur en particulier où ils ont des liens très forts avec les personnes et des bonnes connaissances de tout ce qui se passe là.

4

Outre la proximité, les liens de confiance, quelles sont les valeurs qui vous tiennent à cœur en tant que navigateurs chez Médecins du Monde ?

Mathieu

Je dirais le respect de ces personnes dans leur situation et de leur contexte particulier. Aussi, je ne sais pas si c'est une valeur, mais la patience c'est un de nos bons outils !

Jimmy

Entièrement d'accord ! Puis le respect à travers notre équipe aussi, d'être reconnu pour qui on est avec notre bagage et pour nos compétences. C'est ce qu'on essaie d'avoir autant dans quand on est dans la rue que quand on est en accompagnement avec un professionnel de la santé, cette relation de respect là. On ne veut pas s'en éloigner parce que c'est souvent une problématique qui fait que la personne ne recevra pas de bons soins. Il y a aussi beaucoup d'humilité parce qu'on est tout le temps en apprentissage de nouvelles façons et approches. On rencontre tout le temps de nouvelles personnes et on utilise plein de services différents. Il ne faut pas arriver comme un expert, il faut savoir laisser la place à la personne qu'on accompagne. Ça c'est vraiment important aussi, l'écoute des besoins de la personne et l'écoute de ses propres limites.

5

Quels sont les plus grands obstacles que vous rencontrez avec les personnes que vous accompagnez ?

Mathieu

Quand on rentre dans le système de la santé, il y a un énorme manque de respect, de compréhension, de sensibilité pour la situation de la personne. Il y a une incompréhension aussi de la complexité des situations des gens. Souvent, ce n'est sûrement pas volontaire, mais on essaie d'aller vite et on n'est pas sensible à la conséquence sur la personne si elle n'a pas accès aux soins. Alors je dirais une mauvaise compréhension des situations des gens, ou peu d'empathie face aux situations des gens.

6

Est-ce que le travail de navigateur autochtone s'inscrit dans une intervention décoloniale ?

Jimmy

Il y a une partie qui reste systémique ou coloniale dans l'approche, on n'y échappe pas. On n'est pas en train de créer totalement autre chose, on est en train de créer des moyens pour que le réseau de la santé fonctionne un peu mieux pour les personnes qu'on accompagne. Puis c'est décolonial surtout dans le fait qu'on a un travail qui n'est pas dans un but de soigner quelque chose de précis ou simplement du soin direct, mais beaucoup plus dans un point de vue de santé globale puis de respect de la personne.

Mathieu

Oui, parce que l'idée de décoloniser le système de santé ce serait quand même assez utopique, mais dans notre approche, notre façon de travailler avec les gens, notre façon de graviter autour de la communauté aussi, ça rappelle un peu notre communauté à nous.

Jimmy

Il faut prendre en considération toute l'importance de la communauté. Puis il y a des communautés qui sont recrées ici, à Montréal. C'est une façon différente et décoloniale de traiter l'individu, c'est le bien-être de cette communauté-là qui est importante: au-delà de juste la personne qui a mal à un bras, c'est comment la communauté va dans son ensemble.

7

Est-ce qu'il y a de l'itinérance cachée lorsqu'il est question des personnes en situation d'itinérance qui sont autochtones ?

Jimmy

Oui, beaucoup ! Particulièrement pour les jeunes et les femmes, c'est une réalité encore plus forte. Pour les personnes autochtones, il y a beaucoup de mobilité entre les communautés, ils vont dormir chez des amis, de la famille. Il y en a qui sont considérés comme vivant de l'itinérance ou des situations d'itinérance, mais qu'eux-mêmes vont dire « Ben non, c'est pas de l'itinérance ! ». Ça fait partie un peu du mode de vie, et la personne ne se sent pas nécessairement sans-abri justement parce qu'il y a la communauté. Elle va dormir depuis plusieurs années dans la même ressource et il y a des repas tous les jours, donc ce n'est pas une itinérance classique comme on la dépeint souvent. Il y a aussi l'aspect de visibilité: ils sont souvent en groupe, donc c'est sûr que ça paraît plus. Il y a déjà tellement de préjugés et de racisme envers les personnes autochtones que lorsqu'ils sont en itinérance, ça ajoute une couche de plus à ce que les gens ont déjà comme préjugés.

Pour les femmes, souvent il y a des enjeux de sécurité à être dans la rue, même dans les ressources mixtes. Quand elles ont des enfants, ça complique encore plus les choses. Elles vont vivre l'itinérance souvent différemment, en étant hébergées chez un ami ou en allant dans des ressources spécifiques. Par peur que les services sociaux s'impliquent auprès des enfants, elles vont se cacher. Plusieurs vivent de la violence conjugale aussi.

Mathieu

Chaque personne a une dynamique différente avec sa vision de ce qu'est Montréal et qu'est-ce que sa communauté. Par exemple, quelqu'un que j'accompagne est arrivé à Montréal au début de l'hiver parce que dans sa communauté il n'y avait pas de ressources pour personnes en situation d'itinérance. Dernièrement on discutait, il regardait où il voulait partir pour l'été et il y avait soit Québec, Chicoutimi, la communauté, Montréal – on voit qu'il y a quand même une mouvance pour certaines personnes, que ce soit dans leur communauté ou à Montréal. C'est moins précis qu'on reste à Montréal pour toujours!

8

Est-ce que les réalités autochtones exigent des besoins différents en matière de réponses adaptées ?

Jimmy

L'accès à du logement peut être adapté d'une certaine façon. Quand on parle de communauté, c'est aussi de dire que de trouver un appartement au bout de l'île, isolé – même si c'est un appartement de luxe – la personne ne se sentira pas nécessairement bien. Il y en a beaucoup qui ont eu de mauvaises expériences en appartement parce que ce n'était pas adapté – le but, c'était juste de trouver quatre murs pour la personne, sans prendre en compte le sentiment de sécurité ou de reconnaissance culturelle. Je pense souvent à des projets communautaires où les gens peuvent vivre ensemble qui sont multigénérationnels parce que justement, les familles sont très proches: il y en a qui vont être en itinérance avec leurs parents dans la rue, des fois avec les grands-parents aussi. De prendre en compte cette perspective-là, ça doit être dans une approche plus familiale, plus communautaire.

Mathieu

Par rapport aux soins, il y a vraiment un gros besoin spécifique que les professionnels de la santé et les divers intervenants dans tous les domaines connaissent quels sont les soins que les autochtones ont droit avec les services de santé non assurés (SSNA). Il y a des soins spécifiques par exemple par rapport aux traumatismes, aux Pensionnats, pour des suivis psychologiques, mais la plupart des gens ne savent même pas qu'ils ont accès à ça. Ils n'ont pas accès aux services dont ils auraient vraiment besoin!

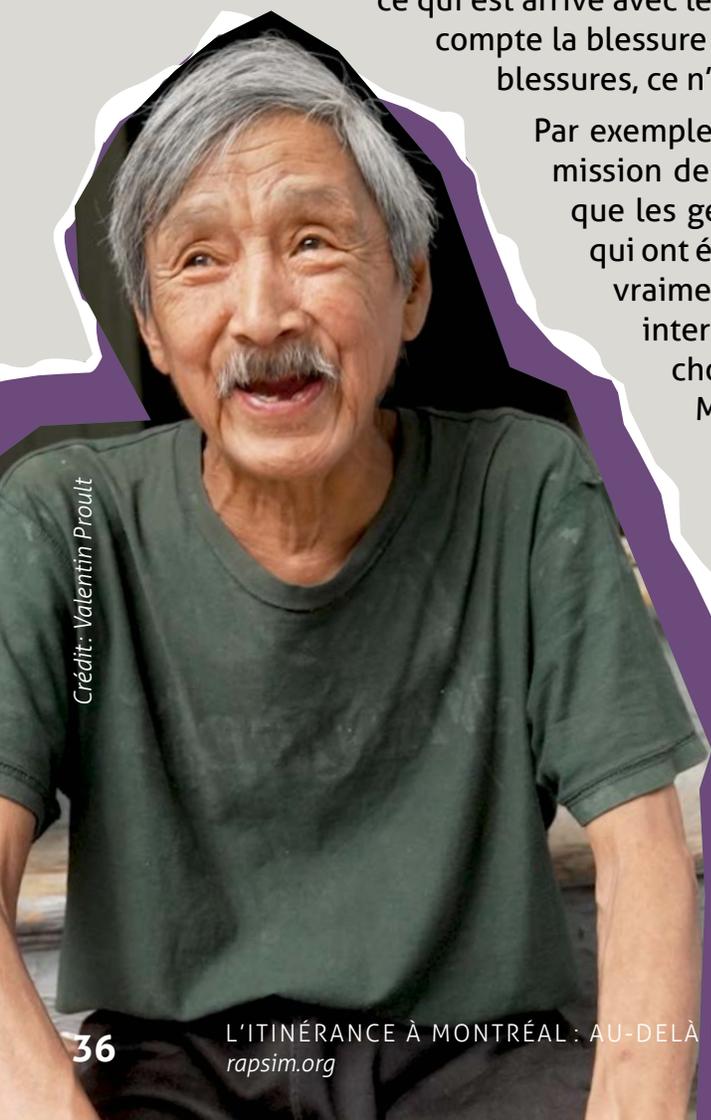
Jimmy

Chaque personne autochtone qui a besoin d'un accompagnement devrait y avoir accès, puis devrait idéalement avoir le choix de son accompagnateur ou son accompagnatrice. D'avoir quelqu'un, idéalement de la même culture, qui peut parler la langue première de la personne. Ça, je pense, c'est une nécessité parce que quand il y a des accompagnements, puis qu'on n'est pas capable de répondre, la personne ne fera pas son rendez-vous, ou bien ça va se passer, mais elle va être traumatisée à travers le système. L'accès à de l'accompagnement, je pense, c'est primordial. Il faut que le réseau de la santé fasse sa part à ce niveau-là aussi et que ça ne soit pas juste au niveau des organismes communautaires à prendre ça en charge. Sinon, on a le besoin spécifique d'avoir une approche de santé qui est plus globale parce que la santé, c'est la communauté, la personne, mais c'est aussi d'offrir un soutien qui peut être spirituel ou un soutien culturellement adapté et des soins de santé mentale qui sont adaptés aussi. C'est souvent très compartimenté tout ça, puis il n'y a pas beaucoup de communication entre toutes ces sphères-là.

Mathieu

Pour aller dans le même sens que Jimmy, quand on parle de prendre en compte la santé globale, la santé complète de la personne, c'est aussi que souvent les problèmes de santé vont juste être des conséquences de causes qui sont souvent plus grandes. Particulièrement avec ce qui est arrivé avec les Pensionnats, c'est très récent! Si on ne prend pas en compte la blessure intergénérationnelle, puis qu'on fait juste soigner les blessures, ce n'est pas une solution qui est bonne à long terme.

Par exemple, un exemple vraiment concret, c'est qu'avec la commission de la réconciliation, ils ont débloqué des budgets pour que les gens puissent suivre des thérapies pour les personnes qui ont été au pensionnat ou leurs enfants. Mais personne n'est vraiment au courant de ça! Pour quelqu'un qui rencontre un intervenant et qui lui dit avoir besoin de parler à un psychologue, il se ramasse devant un barrage administratif. Malheureusement, si la personne avait su qu'elle avait accès à ce programme-là, on aurait pu avoir un vrai suivi pertinent.



Crédit: Valentin Proult



Quelles sont les répercussions des préjugés ou des stéréotypes sur le quotidien des personnes autochtones en situation d'itinérance ?

Mathieu

Moi par exemple, ça m'est arrivé lorsque je suis en *outreach* et que je suis avec une personne accompagnée qu'il y ait des gens qui font des commentaires méga racistes juste en passant dans la rue comme « prend une gorgée de mon alcool - non, donne-y pas ça, c'est dégueulasse » ; des affaires de même. Donc c'est beaucoup de commentaires quand même assez racistes, assez durs qu'il y a envers les personnes autochtones, envers nous finalement.

Jimmy

Les gens pensent certaines choses, ils expriment des choses des fois sans se rendre compte que c'est raciste. Ils vont faire un jugement sur quelque chose qu'ils voient et ils vont dire « Ah ben ça n'a pas de bon sens pour telle raison », mais ils ne se rendent même pas compte à quel point ça peut être raciste, blessant, injuste et évidemment inapproprié, mais souvent incorrect comme jugement.

Mathieu

Quand on fait de l'accompagnement aussi il y a beaucoup un a priori que si la personne est autochtone en arrivant, soit elle est saoule, soit elle ne viendra pas à son rendez-vous. Je me rappelle avoir accompagné un monsieur qui a arrêté de boire depuis vraiment longtemps. Il était confus, il était fatigué, il n'allait pas bien cette journée-là. Puis la personne lui demandait « As-tu bu ? As-tu consommé de l'alcool ? As-tu fumé du crack ? ». Ça n'avait aucun rapport avec le problème de santé donc c'était vraiment insultant pour la personne parce que ça faisait longtemps qu'il avait arrêté de consommer. Il y avait comme un a priori sur lui qui n'était pas très très gentil...

Jimmy

Sinon, en lien avec ta question, les enjeux de mobilité à Montréal, c'est vraiment important parce que d'abord, il y a beaucoup de personnes à mobilité réduite et il y en a qui ne peuvent pas prendre le métro ou les transports en commun pour plusieurs raisons. Ce ne sont pas tous les organismes qui sont en mesure de pouvoir payer des taxis et les systèmes de navette, et des fois c'est contraignant au niveau des horaires. Donc c'est vraiment un besoin qui est criant ! Durant les transports, c'est souvent là qu'on va entendre des commentaires racistes ou que ça ne se passera pas super bien parce que justement, si on est dans le métro, on se retrouve avec plein de monde qui font juste rentrer de travailler puis c'est facile de passer un commentaire. Souvent, il y a une incompréhension culturelle ou beaucoup de jugements. Donc ça, c'est très présent dans toute la mobilité entre les rendez-vous et le lieu de vie des personnes.

10

Un peu comme les ressources non mixtes pour femmes répondent à des besoins spécifiques pour celles-ci, est-ce que les ressources dédiées aux personnes autochtones répondent aussi à un besoin?

Jimmy

Oui ce sont des enjeux tellement présents et importants: il y a des organismes qui sont seulement pour les personnes autochtones et d'autres organismes qui sont spécifiques pour femmes autochtones. Des ressources mixtes (hommes et femmes), il n'y en a pas tant que ça spécifiquement autochtones. Dans les dernières années, ça s'est diversifié un petit peu plus, mais sinon pour une femme seule qui veut de l'hébergement ou un Centre de jour spécifique aux femmes autochtones, c'est très difficile. S'il y a un problème avec cette ressource-là et que la personne ne peut plus y aller pour peu importe la raison, elle se retrouve quand même assez démunie.

Quand il y a des situations de crise dans une ressource – on a juste à penser avec la pandémie où il y a des ressources qui ont été obligées de fermer, ou encore quand il y a un problème au niveau du personnel – la ressource se retrouve à ne pas être en mesure de répondre à tous les besoins. Plus il y a de ressources, plus ça permet d'éviter que la crise prenne des proportions encore plus grandes.

Quand on parle pour les personnes trans, c'est encore plus complexe, l'accès à des ressources appropriées devient un enjeu encore plus important.

11

Est-ce que vous avez en tête des projets montréalais qui sont des exemples positifs pour les populations autochtones en situation d'itinérance?

Mathieu

Il y a beaucoup de ressources à Montréal super intéressantes. Quand on parle de centres de jour comme Open Door, le Centre d'amitié autochtone de Montréal, Résilience qui font un travail vraiment solide, un très gros travail aussi pour maintenir cette communauté-là. Par exemple, le Centre d'amitié autochtone ce n'est pas juste un Centre de jour, mais c'est aussi un endroit qui est culturellement florissant, où il y a plein d'activités qui sont adaptées. Ce sont des endroits qui sont vraiment intéressants, qui sont des pôles pour nous, des points de rassemblement pour beaucoup de gens.

Jimmy

Le Centre des femmes de Montréal par exemple, qui a une mission beaucoup plus large que juste les personnes autochtones, mais en ayant un projet dédié aux personnes autochtones à l'intérieur d'une structure qui est allochtone, c'est essentiel. On va remarquer des fois que pour les organismes autochtones, en comparaison à d'autres organismes allochtones, les moyens au niveau des ressources humaines et les moyens administratifs manquent. Par exemple, à Médecins du monde on a une équipe aux communications, au plaidoyer, aux finances, en gestion de projets: c'est idéal, mais ce n'est pas toutes les ressources autochtones qui ont cette chance-là. D'où l'importance d'avoir des projets autochtones dans des organismes non autochtones! Plein Milieu, ça en est un autre exemple. Ce qui est aussi un des enjeux importants, c'est de trouver des personnes autochtones pour occuper ces postes. Pour rejoindre plus de personnes autochtones, il faut donner accès à des postes aux personnes autochtones et changer la façon de faire, par exemple de changer qu'est-ce qu'on entend par intervenant·e ou professionnel·le de la santé, par exemple. En ouvrant plus large, ça permet à des personnes qui n'ont pas nécessairement le bagage académique ou l'expérience professionnelle de pouvoir aider leur propre communauté.



Pour terminer, qu'est-ce que vous aimeriez dire à nos lecteurs et lectrices qui ne connaissent pas bien les réalités des personnes autochtones en situation d'itinérance? Quel est votre mot de la fin?

Jimmy

Moi, je fais ce travail-là pour la rencontre des personnes. Il y a des moments pour aider, pour accompagner, mais il y a aussi les moments où on peut prendre le temps de se rencontrer, de partager nos histoires. Il n'y a pas une personne que j'ai rencontrée depuis que je fais ce travail-là qui n'a pas une histoire extraordinaire, riche, une histoire qui est difficile à imaginer. Que ce soit un aîné qui a connu la chasse sur la banquise, que ça soit un jeune qui travaillait sur des bateaux en haute mer, puis qui est venu trouver sa famille ici à Montréal: ce sont des histoires comme ça, incroyables!

On doit essayer de trouver des moments pour mieux se connaître, mieux échanger. Nous on a la chance à travers notre travail des fois d'être dans une salle d'attente pendant plusieurs heures et de pouvoir profiter de ce moment-là pour parler et échanger avec la personne et se connaître un peu mieux. Mais ça peut se faire de plein de façons différentes ces rencontres-là, et une fois qu'on se connaît un peu mieux, ça aide à mieux cohabiter, à mieux vivre ensemble et à aller au-delà des préjugés.

Mathieu

C'est plus dur de dire un mot de la fin après un mot de la fin comme celui-là! Je dirais de juste prendre le temps de rire un peu et d'être naturel. Tu sais souvent, dans nos communautés, on aime bien ça rire, prendre le temps et être naturel, être authentique. Il faut prendre ce temps-là aussi! *

COMPTER LES INVISIBLES ?

FAIRE LA LUMIÈRE SUR LA RÉALITÉ DE L'ITINÉRANCE POUR LES PERSONNES MIGRANTES À STATUT PRÉCAIRE.

Maria Diaz, Aboubacar Sadikh Kane, Christina Ayala et Chloé Cébron,
avec les contributions de toute l'équipe du projet migrants
à statut précaire de Médecins du Monde Canada

Au Québec des dizaines de milliers de personnes vivent sans presque aucun droit du fait de leur statut d'immigration précaire. Leurs parcours et leurs statuts migratoires sont variés : permis de travail temporaire, permis d'étude, attente de parrainage ou de régularisation de leur statut. Elles font face à un cumul de facteurs de risque d'itinérance qui découlent directement de la précarité de leur statut migratoire.

Depuis 2011, Médecins du Monde opère à Montréal une clinique médicale et sociale destinée exclusivement aux personnes qui vivent au Québec sans couverture de santé du fait de leur statut d'immigration précaire et qui n'ont pas les moyens de payer pour des services de santé. Les équipes de travail de proximité, notamment composée

de **personnes paires** ayant eu elles-mêmes un parcours migratoire précaire, rejoignent aussi ces personnes dans leur milieu de vie afin d'identifier leurs besoins, les informer de leurs droits et des services dont elles peuvent bénéficier et les accompagnent dans leurs démarches au besoin.

Les politiques migratoires : fabriques de précarité

Les politiques migratoires canadiennes, qui favorisent exponentiellement une immigration temporaire, sont un facteur majeur de précarisation des personnes migrantes au Canada. Elles augmentent les délais d'immigration, créent un énorme fardeau financier pour les individus, empêchent les personnes de pouvoir travailler et augmentent le risque de perte de statut migratoire.

Sans un statut permanent, ces personnes sont exclues de nombreux services essentiels de notre filet social, au niveau fédéral ou provincial. Aides sociales, assurance maladie, logement social, elles sont exclues de tous les programmes censés servir de rempart contre l'extrême précarité et l'itinérance et doivent s'endetter, quand elles le peuvent, pour obtenir des services essentiels comme des soins de santé.

« Une des patientes de la clinique vivait au Québec avec un permis de travail fermé. Elle a dû quitter son emploi car elle y subissait des abus. Son statut migratoire était lié à son contrat de travail et elle s'est donc retrouvée sans

statut, sans assurance de santé et sans revenu. Elle est tombée malade par la suite. Elle devait choisir entre payer pour des soins de santé ou continuer à payer le loyer du logement qu'elle occupait avec ses deux enfants ».

Travailleuse sociale de la clinique pour les personnes migrantes à statut précaire de Médecins du Monde Canada à Montréal.

Une itinérance familiale, invisible et chronique

Médecins du Monde constate que les enjeux d'itinérance prennent une place croissante dans l'expression de la précarité économique et sociale des personnes migrantes dans le contexte de la COVID-19 et de la crise du logement.

En 2022-2023, la moitié des personnes reçues pour une évaluation sociale à la clinique a déclaré vivre dans un logement instable, insalubre ou surpeuplé au contraire de stable et durable, et seraient donc considérées comme étant en situation d'itinérance²⁹.

En plus d'être variée et fluide, cette itinérance est peu visible, familiale et de longue

29. Gaetz, S. & al. (2012). Définition canadienne de l'itinérance. Toronto: Publications de l'Observatoire canadien sur l'itinérance. <https://homelesshub.ca/sites/default/files/COHhomelessdefinitionFR.pdf>

durée. Les requis pour la signature d'un bail, le manque de capacité financière et la discrimination les force à vivre dans des logements qui ne sont pas les leurs, dans de mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité et parfois en situation de surpopulation. La très grande majorité des patients ont ainsi déclaré être hébergés par de la famille ou des amis ou être en colocation sans bail.

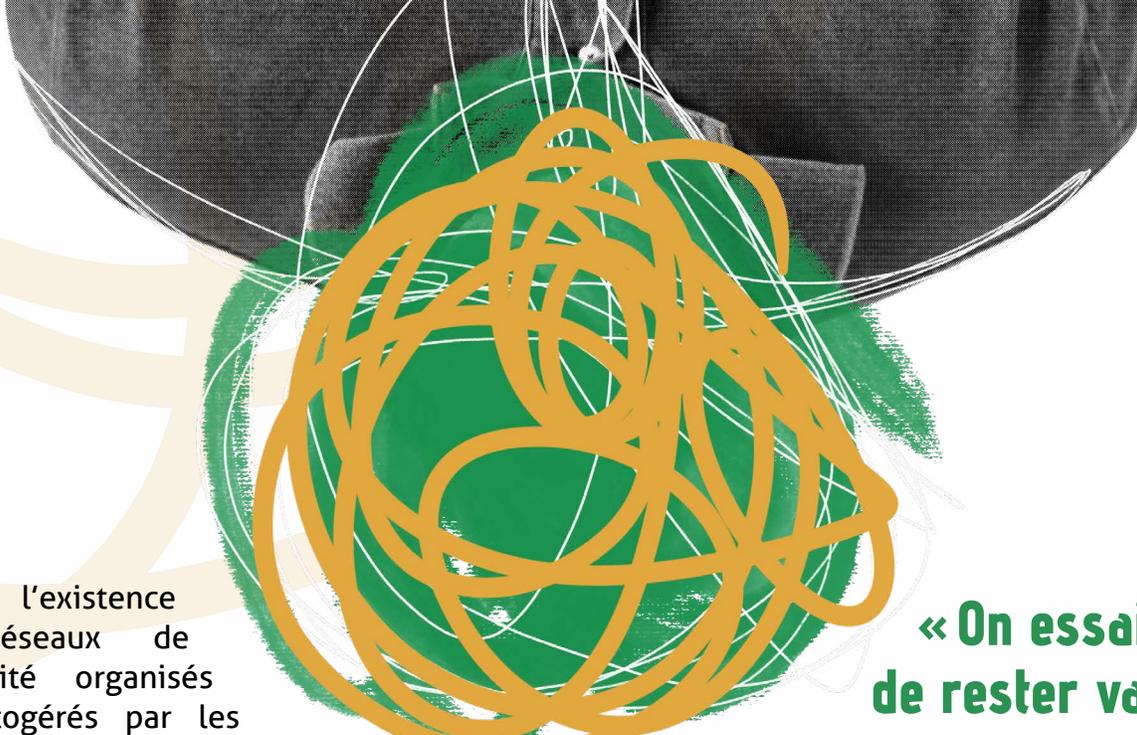
Le logement comme objet de chantage et d'abus

Augmentations excessives du loyer, exigence de dépôt anticipé, mauvaises conditions de logement, évincement: afin d'accéder à un logement, les personnes et familles migrantes se résignent souvent à accepter des abus de la part de propriétaires ou d'hébergeurs qui profitent de leur difficulté à faire valoir leurs droits et de leur peur, justifiée, de se faire dénoncer aux services d'immigration.

« Un homme m'a proposé de m'héberger en échange de travail. Face aux conditions abusives, j'ai refusé de continuer en lui proposant de payer un loyer. Je n'ai pas pu payer à temps pour le second mois, et il m'a dit de partir sans un préavis. J'ai refusé, car on était en plein hiver. Il a appelé la police, qui au lieu de me protéger a contacté l'Agence des services frontaliers. Je me suis retrouvé plusieurs mois en détention à cause de mon statut migratoire ».

Aboubacar, travailleur pair de proximité au projet migrant à statut précaire à Montréal.





Malgré l'existence de réseaux de solidarité organisés et autogérés par les personnes migrantes pour de l'hébergement temporaire et de la défense de droits, via des réseaux comme Solidarité Sans Frontières notamment, de nombreuses personnes demeurent isolées et sans recours face à ces situations qui peuvent les mener jusqu'à la rue.

Des services non accessibles et non adaptés

Quand une personne ou une famille se retrouve à la rue ou est à risque imminent de l'être, le statut migratoire est un obstacle quasiment systématique lorsque les équipes de Médecins du Monde essaient de la référer vers une solution de logement ou d'hébergement.

Les programmes de logement sont souvent accessibles via des programmes d'aide dont les personnes migrantes sont exclues. Sans résidence permanente, il est ainsi officiellement impossible d'y accéder.

Les équipes de Médecins du Monde constatent également que le statut migratoire est une barrière d'accès pour les services d'hébergement temporaire voir même d'urgence.

« On essaie de rester vague sur la question du statut migratoire quand on essaie de référer une personne ou une famille. On dit toujours que c'est en cours, car sinon on sait qu'elles vont se retrouver à dormir à la rue. »

Aboubacar, travailleur pair de proximité au projet migrant à statut précaire à Montréal.

Au-delà de la barrière du statut migratoire, les services proposés ne sont souvent pas adaptés au besoin des personnes migrantes à statut précaire en situation d'itinérance. Il n'existe ainsi que peu d'hébergements qui acceptent des familles alors que c'est la réalité de la plupart d'entre elles. Il n'existe pas non plus d'option pour les femmes en difficulté seule avec enfant, pour qui l'unique porte d'entrée sont les centres d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, ce qui n'est pas toujours leurs situations.

Comprendre, prévenir et soutenir

La prévention du risque d'itinérance des personnes migrantes doit avant tout passer par des politiques migratoires responsables et durables qui garantissent des droits fondamentaux et un filet social et sanitaire réellement universel: permis de travail, logement social, aides sociales, assurance santé, services de garde, etc.

Des programmes de régularisation pour les personnes sans statut ou à statut précaire, réclamé par les organisations de personnes migrantes et par un large pan de la société

civile, sont aussi des politiques publiques efficaces et nécessaires afin de lutter contre la précarisation et les risques à l'itinérance.

Pour les personnes migrantes sans-abri ou à risque imminent de l'être, il est urgent d'adopter une approche intersectionnelle de l'itinérance et d'ouvrir les critères d'admissibilité des ressources d'hébergement et par conséquent augmenter les budgets qui y sont consacrés. Il est aussi fondamental de mettre sur pied des solutions adaptées aux réalités propres des personnes migrantes et notamment des familles, des femmes, des aînés et des personnes en situation de handicap. *

Au cours de l'année 2022, des organismes en itinérance ont témoigné d'une hausse des demandes d'aide de personnes migrantes à statut précaire dans leurs ressources. Le même son de cloche s'est fait entendre par les organismes en immigration qui rapportent des difficultés accrues pour les demandeur-euses d'asile de se loger à Montréal.

C'est à partir de ces constats que Foyer du Monde et le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) ont organisé le forum *Itinérance: personnes migrantes à statut précaire* dont les objectifs étaient de :

- **Faire un état de la situation**
- **Entamer une lecture commune des enjeux et des réalités du terrain**
- **Amener les deux réseaux à converser, réseauter, comprendre et identifier les enjeux communs afin de travailler ensemble et porter les revendications auprès du gouvernement et des instances concernées.**

Le forum s'est tenu la journée du 26 janvier 2023 avec la participation d'une centaine de personnes: des représentant-es d'organismes communautaires travaillant dans le milieu de l'itinérance et de l'immigration, des politicien-nes, des personnes issues du milieu académique et de la recherche et des fonctionnaires des différents ministères, dont du réseau de la santé. Parmi les panélistes, nous tenons à souligner la pertinence des interventions des pairs migrant-es et des personnes premières concernées.

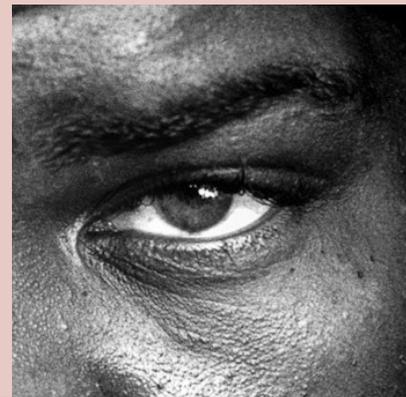
Pour lire le bilan complet du forum *Itinérance: personnes migrantes à statut précaire*, consulter le site web du RAPSIM³⁰.

30. RAPSIM. (2023). *L'itinérance et les besoins des personnes migrantes à statut précaire*. <http://rapsim.org/wp-content/uploads/2023/05/bilan-fo-rum-2023-finalweb.pdf>

SANTÉ MENTALE ET ITINÉRANCE : ADOPTER UNE VISION DE SANTÉ GLOBALE POUR BIEN VOIR LA COMPLEXITÉ DES RÉALITÉS

Mylène Demarbre, Psychologue, Psy.D./Ph.D et Directrice clinique -
Programme santé mentale, Catherine Ethier, Psychologue, D.Ps.,
Anne-Marie Énard, Psychologue, PsyD/PhD,
Stéphanie Aubin, Sexologue psychothérapeute, M.A.

L'équipe du programme santé mentale de Médecins du Monde offre des services de psychothérapie aux personnes en situation de désaffiliation dans différents quartiers et organismes communautaires montréalais. Le respect de la dignité, l'accueil de l'autre, la reconnaissance de son expérience et la qualité de la relation thérapeutique sont au fondement de notre approche en santé mentale.



Itinérance : une rupture du lien social qui génère des souffrances

L'itinérance est un phénomène complexe qui dépasse la question du logement.

Évitons d'invisibiliser la réalité de nombreuses personnes et définissons-la en tenant compte de la question résidentielle certes, mais aussi de la vulnérabilité sociale, financière, physique, psychologique et relationnelle. Elle concerne un ensemble hétérogène de personnes faisant face à un cumul d'exclusions dont la situation actuelle est le fruit d'un processus de désaffiliation sociale complexe qui s'est déployé dans le temps.

La rupture du lien entre l'individu et la société en est un point central et l'environnement social joue un rôle déterminant. Certaines normes et structures agissent en systèmes d'exclusion qui participent à la précarisation de nombreux citoyens. Une personne ne se désaffilie jamais toute seule. La brisure et l'éventuel rétablissement du lien social se jouent autant du côté de l'individu que de la société.

En plus des conséquences objectives qu'elle engendre, l'itinérance est aussi une expérience humaine bouleversante qui s'accompagne de beaucoup de souffrances. Cet aspect est souvent négligé, plus méconnu. Parce qu'elle a de lourdes répercussions sur la vie, le fonctionnement psychique, le monde émotionnel, l'estime de soi et les capacités relationnelles, la désaffiliation est directement liée à la santé mentale.

Santé mentale et itinérance : des facteurs complexes qui s'influencent et des réalités diverses

La prévalence des enjeux de santé mentale est plus importante au sein des communautés itinérantes que dans la population générale³¹. Divers facteurs rendent les personnes désaffiliées plus à risque de faire l'expérience d'enjeux psychologiques. La précarité, la stigmatisation et le manque de services adaptés en font partie. Également, la plupart des personnes en situation d'itinérance qui connaissent des problèmes de santé mentale vivent avec plus d'un trouble

31. Santé publique Ontario. (2019). L'itinérance et les résultats en matière de santé: quels sont les liens? <https://www.publichealthontario.ca/-/media/documents/e/2019/eb-homelessness-health.pdf?la=fr>

en même temps³². L'itinérance et la santé mentale s'inter-influencent mutuellement; ces deux phénomènes sont à la fois cause et conséquence l'un par rapport à l'autre. Avoir des problèmes de santé mentale peut favoriser l'itinérance et inversement, l'itinérance contribue à ce qu'une personne développe des enjeux psychologiques. Si toutes les personnes désaffiliées ne présentent pas de troubles de santé mentale, la majorité d'entre elles ont été confrontées à des expériences traumatiques complexes ayant causé une grande souffrance.

Les visages de la santé mentale en itinérance sont divers. Oui, c'est la personne en psychose qui soliloque en pleine rue, mais pas seulement... C'est aussi la personne tellement écrasée par son immense tristesse qu'elle est incapable de sortir de sa maison de chambres. Ou celle qui est complètement isolée, à la suite d'expériences d'abus répétées qui ont causé une méfiance extrême. C'est également celle dont la consommation, qui était à la base un moyen de gérer sa détresse émotionnelle, en est venue à envahir complètement sa vie. L'intersection des enjeux de santé mentale et d'itinérance se présente sous une foule de portraits complexes qui ne se laissent pas comprendre et saisir (ou compter!) facilement.

Services en santé mentale: encore trop d'obstacles et de stigmatisation

Plusieurs barrières privent encore les personnes de soins auxquels elles ont droit. La plupart des services en santé mentale sont inaccessibles ou inadaptés pour les popu-

lations marginalisées qui se heurtent à des portes closes ou se retrouvent coincées entre des portes tournantes.

La logique selon laquelle opèrent les services publics sied souvent mal à leur situation complexe. L'organisation des programmes en silos et la division des services en problématiques spécifiques sont inadaptées pour les personnes désaffiliées qui vivent à l'intersection de plusieurs réalités. Les interventions à court terme proposées en première ligne ne permettent pas le temps nécessaire pour apaiser leur méfiance relationnelle et créer un lien de confiance. À l'urgence, leurs expériences se résument trop souvent à de brèves hospitalisations sans offre de suivi ni référence à la sortie. Les services plus spécialisés ont habituellement des critères d'évaluation et d'entrée stricts et demeurent inaccessibles pour la majorité des personnes désaffiliées qui «ne rentrent pas dans les cases». Plusieurs services de santé mentale considèrent que les personnes itinérantes ne sont pas «prêtes» à entamer une démarche thérapeutique ou exigent qu'elles «se réinsèrent» ou «maîtrisent» leur consommation avant de pouvoir obtenir un suivi. Par-dessus tout, elles font encore face à des expériences de stigmatisation de la part des professionnels de santé souvent trop peu sensibilisés à leurs réalités et besoins. Ainsi, le recours aux services contribue à aggraver la détresse des personnes qui se heurtent au rejet et au jugement au sein même des structures censées les accueillir.

32. Poirier, M. (2007). Santé mentale et itinérance: analyse d'une controverse. *Nouvelles pratiques sociales*, 19(2), 76-91. <https://www.erudit.org/fr/revues/nps/2007-v19-n2-nps1724/016052ar/>

Changeons les choses : vers une offre de soins de santé mentale dignes, humains et adaptés

Il est impératif que nous agissions collectivement afin de répondre aux enjeux de santé mentale en itinérance et nous invitons l'ensemble des acteurs en santé à se mobiliser en ce sens. Actuellement, ce sont les patients qui doivent s'adapter aux services, alors que ça devrait être le contraire ! Soyons flexibles et travaillons conjointement avec les personnes à partir de ce qu'elles souhaitent pour elles-mêmes. Par-delà le traitement des maladies, intéressons-nous au vécu, aux réalités et à la détresse des personnes désaffiliées. Pour soigner les ruptures sociales, proposons des approches ré humanisantes fondées sur la qualité du lien et le respect des personnes.

Adoptons une compréhension de la santé mentale qui ne se réduit ni à la présence de troubles psychiatriques, ni aux étiquettes diagnostiques. Empruntons plutôt une perspective de santé globale qui réfléchit aux voies à travers lesquelles la souffrance psychique et les vulnérabilités des personnes s'interrelient à des facteurs politiques et sociaux. *

**« EN PLUS DES
CONSÉQUENCES
OBJECTIVES
QU'ELLE ENGENDRE,
L'ITINÉRANCE
EST AUSSI UNE
EXPÉRIENCE HUMAINE
BOULEVERSANTE
QUI S'ACCOMPAGNE
DE BEAUCOUP DE
SOUFFRANCES. »**





Coalition Jeunes+

LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE: UNE QUESTION DE RESPECT DES DROITS DES JEUNES

La Coalition Jeunes+ fut créée en 2018 à l'initiative de l'organisme Dans la rue. Elle est gouvernée par des jeunes, des chercheur-es, des organismes communautaires et des regroupements. Fondée sur le respect et la promotion des droits des jeunes de 12 à 30 ans au Québec, elle vise à mobiliser les principaux acteurs vers un effort concerté et coconstruit dans la prévention et la lutte contre l'itinérance jeunesse.

Une étiquette lourde à porter

L'itinérance chez les jeunes est bien souvent invisible ou cachée, tant dans les secteurs urbains que ruraux. Leur quotidien est ponctué de déplacements afin de trouver un toit tout en espérant plus de stabilité. Ainsi, iels se promènent d'organisme en organisme, en *couch surfing* chez des ami-es, dans des squats ou des campements. Il est donc plus difficile de repérer les jeunes vivant une situation d'itinérance.

Lorsqu'on leur demande s'iels vivent ou ont déjà vécu une situation d'itinérance, la majorité des jeunes répond par la négative. Pour la plupart, il s'agit d'une «mauvaise passe», d'un accident de parcours, mais pas de l'itinérance. Être un-e jeune de la rue, ça ne les interpelle pas dans leur identité et l'étiquette semble trop lourde à porter.

Comprendre pour mieux soutenir

L'itinérance chez les jeunes comporte ses spécificités. Il s'agit pour bon nombre d'une première expérience de rupture sociale incarnée dans un mode de (sur)vie de rue. Les jeunes ont peu ou pas d'expérience de vie autonome, des parcours scolaires interrompus ou difficiles et sont souvent en rupture avec le milieu familial. Ces facteurs engendrent ou accentuent des problématiques

concomitantes: état de santé mentale altéré, dépendances, discrimination dans l'obtention de services, refus dans l'accès ou l'éviction d'un logement, adoption de comportements à risque dans leurs stratégies de survie, pour n'en nommer que quelques-unes. Ceux et celles qui ont connu un épisode d'itinérance n'ont généralement pas atteint le secondaire 5 et sont plus susceptibles de faire face à des problèmes de santé mentale.

Lors d'un questionnaire³³ auquel ont répondu des jeunes vivant ou ayant vécu une situation d'itinérance, ces derniers mentionnaient que le logement était l'un des facteurs importants qui les avaient menés à la rue: 63% des jeunes ont déclaré avoir grandi dans une famille qui avait du mal à garder un logement de manière stable. Près de 30% affirmaient que le faible revenu familial est un facteur aggravant. Viennent aussi les questions de santé mentale et de dépendances au sein de la famille dans les expériences de bon nombre des jeunes; la cellule familiale est souvent en cause chez les jeunes en situation d'itinérance. Outre les facteurs nommés précédemment, les tensions familiales sont exacerbées par le sentiment des jeunes d'être incompris-es (orientation sexuelle, diversité de genre, neurodivergence, etc.) ou par de l'abus physique et verbal.

33. Chez Toit. (2009). L'itinérance chez les jeunes au Canada – en route vers des solutions. https://raisingtheroof.org/wp-content/uploads/2020/12/RTR_Fr_12pg_SmryDoc.pdf



Des recherches canadiennes³⁴ ont également soulevé que les enjeux vécus par les jeunes des communautés autochtones et 2SLGBTQ+ représentent des contributeurs importants à l'itinérance jeunesse, notamment en raison des stigmates les entourant. Ils sont d'ailleurs surreprésentés lorsque l'on compare leur poids démographique au Québec.

Lorsque les services de protection de la jeunesse prennent en charge ces enfants, la sortie d'un placement s'avère aussi un facteur de risque. Au Canada, 57,8% des jeunes en situation d'itinérance ont été suivis par la protection de la jeunesse.

Au Québec, une étude récente³⁵ démontrait que le tiers des jeunes en sortie de placement à l'âge de 18 ans aurait vécu une situation d'itinérance avant d'atteindre 21 ans.

La transition à la vie adulte est une période de fébrilité, de vertige et de changements importants qui représente un défi pour l'ensemble des individus. Ces défis sont encore plus marqués chez les jeunes qui passent par la protection de la jeunesse. Ce sont des jeunes plus vulnérables, entre autres par leur histoire traumatique, des problématiques de santé mentale, un manque de soutien social, etc.

34. Gaetz, S. & al. (2016). *Without a home: The National Youth Homelessness Survey*. (978-1-77221-059-0). <https://homelesshub.ca/sites/default/files/WithoutAHome-final.pdf>

35. Goyette, M. & al. (2022). *Itinérance, judiciarisation et marginalisation des jeunes ex-placés au Québec*. (978-2-89734-073-5) http://edjep.ca/wp-content/uploads/rapport_itinerancev3.pdf



Des pistes de solution

Pour mettre en place des solutions structurelles et durables, il faut s'appuyer sur le respect des droits des jeunes: entre autres le droit à un logement, à des services de santé physique et mentale accessibles, à l'éducation, à l'insertion socioprofessionnelle et à un revenu décent. Il est capital de soutenir les familles dans une perspective préventive plutôt que curative avec une offre de services qui n'est pas conditionnelle à un statut socioéconomique. Nous croyons que les parcours des jeunes sont diversifiés et que l'accompagnement dans la transition à la vie adulte s'effectue autant en amont qu'en aval de l'âge de la majorité. La valori-

sation de la scolarisation et l'écoute de leurs besoins doivent s'incarner dans les actions d'une société plutôt qu'être une injonction aux jeunes à rentrer dans les rangs. Il est urgent que la prévention de l'itinérance jeunesse soit une priorité pour notre société et nos gouvernements. *



« J'ai été placée pas mal toute ma jeunesse. J'ai tellement faite de familles d'accueil. [...] On m'a jamais préparée à être une adulte, on m'a jamais rien montré sur la vie: faire ses impôts, faire un curriculum vitea, se présenter en entrevue [...]. À 18 ans, on m'a dit bonne fête Geneviève avec quatre sacs de poubelle. [...] Ils ont fermé la porte et je me suis dit: ok, quessé que je fais. Devant rien, j'ai commencé à dormir partout pis nulle part, je cherchais des gens pour prendre soin de moi [...]. »

Geneviève, du comité Jeunes+, ayant vécu des épisodes d'itinérance pendant 7 ans

ITINÉRANCE AU CENTRE-VILLE: ENTRE CRISE ET ABANDON...

Jean-François Mary, Directeur général, CACTUS Montréal

Il n'est pas nécessaire de consulter les nombreux articles produits par les différents médias pour se rendre compte que la situation au centre-ville de Montréal est préoccupante.

Les personnes en situation d'itinérance sont plus visibles que jamais au centre-ville. Cela ne surprendra pas les acteurs du milieu communautaire qui, au travers des plans de revitalisation, ont vu l'accès aux espaces publics accessibles aux personnes en situation d'itinérance se restreindre. Blocs des fous, place pasteur, place de la paix, Carré Viger, Square Cabot, Métro Beaudry... Rien d'étonnant au fait que les personnes se concentrent dans les seuls espaces où elles sont encore tolérées. Les mesures pour favoriser le vivre-ensemble se mettent clairement en place au détriment des personnes marginalisées.

Que dire du manque de **Centre de jour** ou de soir et des **hébergements d'urgence** dans le secteur? Pour ceux qui acceptent de se déplacer dans les ressources excentrées, cela veut dire transiter sans cesse par le métro, avec le lot de tickets que cela accompagne.

Avec le manque de tolérance pour des campements sur des terrains vagues ou des lieux inusités, on remarque aussi la forte concentration de personnes qui dorment à même le trottoir, dans les couloirs ou les quais du métro, faute de mieux.

Sur fond de crise du logement, la situation ne cesse de se dégrader, les nouveaux visages sont nombreux. La promiscuité et la concentration amènent son lot de tensions que la gentrification du quartier n'atténue pas, au contraire.

Le droit à la santé bafoué

Le manque d'accessibilité au réseau de la santé fait en sorte que l'état de santé des personnes se dégrade. Faute de prise en charge en amont, le milieu communautaire fait face à des gens dont la survie est souvent en jeu. Infections non traitées, infections fongiques, gale, enjeux de santé mentale non pris en charge, cancers avancés...

Le secteur du centre-ville fait face à une épidémie dont nous redoutons l'arrivée depuis des années. La crise des surdoses fait maintenant partie de notre nouvelle réalité. Le nombre de surdoses qui ont lieu au sein de notre **salle de consommation supervisée** a plus que triplé au cours des 3 dernières années. Au cours du premier trimestre de 2023, il y a eu plus d'interventions pour des surdoses dans le métro de Montréal que pour l'ensemble de 2022. Les nouvelles de décès de membres de nos communautés sont hebdomadaires et suivent une implacable régularité. Et qu'en est-il des organismes en itinérance qui ne sont pas équipés, ou suffisamment financés, pour mettre en place des services spécifiques pour assurer la sécurité des personnes qui consomment qui fréquentent leurs organismes ?

Face à cela, les pouvoirs publics se lancent la balle entre les instances municipales et les instances de santé et ils regardent le milieu communautaire pour que nous trouvions des solutions alors que nous avons de la difficulté à faire face à la demande dans nos services existant par manque de financement suffisant.



Un désert de lieux de répit et de repos

Nous entendons régulièrement qu'il y a une trop grande concentration de ressources communautaires au centre-ville, mais où sont-elles ?

Il n'y a pas de Centre de jour ou de soir aux alentours de la place Émilie Gamelin, dans le village ou dans l'ouest du centre-ville. Il n'y a pas de ressources pour permettre aux personnes de répondre à leur besoin de base que ce soit pour se nourrir, se laver, se vêtir et laver son linge, dormir, se reposer ou tout simplement avoir un répit de la dureté de la rue.

Bien qu'il soit nécessaire de mettre en place des ressources en dehors du centre-ville, ces ressources devraient s'ajouter à celles qui sont requises pour répondre aux personnes qui restent dans le centre-ville. En offrant moins de ressources à proximité, on précarise davantage les personnes les plus marginalisées qui doivent maintenant composer avec des déplacements incessants qui viennent perturber le fragile équilibre de quartiers excentrés qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour les accueillir.

Une augmentation des défis, une diminution des moyens

Le milieu communautaire est en mesure d'offrir un complément aux pouvoirs publics, nous sommes en mesure de rejoindre les personnes marginalisées qui se présentent au sein de nos organismes. Nous sommes créatifs et ne craignons pas d'innover. Mais cela prend des ressources que nous n'avons pas. Et surtout, nous n'avons pas de prise sur les enjeux socioéconomiques (revenus, logement, accès à la santé, incarcération et judiciairisation...) auxquels font face les personnes marginalisées.

Par exemple, les organismes communautaires en réduction des méfaits voient leur financement réduit de 30% alors que la demande explose. Nous avons atteint le point de bascule où il n'est plus possible de faire plus avec aussi peu de moyens. Nous devons réduire notre offre de service alors que nos communautés ont besoin de nous plus que jamais.

Alors que la pandémie n'est pas encore derrière nous, que l'ensemble de la population est confronté à une augmentation majeure du coût de la vie, que le réseau de la santé est au bord de l'écroulement, les défis sont nombreux, mais les solutions et les moyens pour les mettre en place manquent cruellement. Au final, comme toujours, ce sont les personnes les plus marginalisées qui en font les frais, comme en témoigne la situation au centre-ville de Montréal. *

LE SUD-OUEST : DE L'ITINÉRANCE CACHÉE À L'ITINÉRANCE CHRONIQUE

Dans le Sud-Ouest comme dans la plupart des quartiers de Montréal, l'itinérance se transforme. Depuis une dizaine d'années, la gentrification est passée en vitesse grand V dans le Sud-Ouest, ouvrant le marché aux jeunes professionnels et aux investisseurs privés. Si les espaces publics et les commerces sont globalement moins accessibles aux personnes en situation de pauvreté et davantage pensés pour répondre aux besoins et exigences des personnes mieux nanties, un drame plus profond encore se joue derrière les portes des logements. Les lois sont telles qu'il est d'une aisance déconcertante pour un-e propriétaire d'évincer ses locataires. Certain-es s'inventent un fils aux études une année, et une mère en perte d'autonomie la suivante, pour reprendre possession des logements les uns après les autres. D'autres convertissent deux ou plusieurs unités pour en faire un plus grand logement pour leur famille ou pour télétravailler en toute aisance. Lors des avis de renouvellement et reprise de logement, des locataires font appel à l'aide du P.O.P.I.R. – Comité logement pour des cas de reprises et évictions tandis qu'une autre partie qui ne connaissent pas toujours leurs droits ni les ressources disponibles dans leur quartier sont à risque accru de perdre leurs logements.

Une des ressources pour lesquelles le P.O.P.I.R. se bat depuis plusieurs années est celle des **maisons de chambres**. Dans le Sud-Ouest, nous en comptons une quarantaine dont une dizaine sont gérées par des OBNL. Ce nombre a très largement diminué depuis le début des années 2010 où elles ont peu à peu commencé à céder leur place à des hébergements touristiques de type Airbnb. Les maisons de chambres sont pourtant le dernier rempart contre l'itinérance pour les personnes les plus démunies et souvent la première porte de sortie, notamment pour ceux dont les habitudes de vie peuvent empêcher l'accès aux ressources communautaires traditionnelles. C'est en 2019 que certains arrondissements ont commencé à interdire leur conversion. Désormais la plupart des maisons de chambres reconnues par la Ville sont soumises au droit de préemption. Toutefois, plusieurs défis demeurent, dont celui du financement, pour que la Ville puisse utiliser ce droit au bon moment.

L'impact de ces réalités sur les chiffres de l'itinérance est indéniable, mais malheureusement difficile à quantifier tant elle a tendance à s'étendre à des couches plus diversifiées de la population que dans le passé. Il est essentiel de ne pas minimiser **l'itinérance cachée** pour comprendre les dynamiques de nos quartiers; par exemple, celle des personnes qui ont temporairement trouvé refuge chez un-e proche ou dans une maison de chambres. Nous enregistrons chaque année une hausse du nombre de personnes qui cherchent un logement social, le plus souvent en raison d'une incapacité à trouver un logis sain, abordable, adapté à sa situation familiale. Notons aussi que les personnes sans logis représentent approximativement 7% des personnes qui font appel aux services du P.O.P.I.R. pour différentes questions.

Des ressources existent dans le quartier pour accueillir les personnes qui se retrouvent en situation d'itinérance : dans la dernière année seulement, l'organisme La Maison Benoît Labre a comptabilisé plus de 35 000 visites, une nette augmentation de la fréquentation qui ne cesse de s'accroître d'année en année. Le portrait des gens qui fréquentent l'organisme a aussi beaucoup changé au fil du temps. Auparavant, la majorité des personnes qui fréquentaient l'organisme étaient des hommes âgés de plus de 45 ans, sans logement ou en situation de mal-logement, sans emploi, originaire du quartier. Plusieurs présentaient des signes d'abus ou de dépendance à l'alcool. Maintenant, on dénombre de plus en plus de personnes âgées entre 25 et 40 ans ainsi que de plus en plus de femmes et de personnes de la diversité sexuelle et de genre.

La grande majorité des visiteurs est issue du Sud-Ouest, mais nous voyons de plus en plus de gens, particulièrement durant la fin de semaine, provenant d'autres quartiers environnants et plusieurs personnes issues de l'immigration en situation précaire au niveau de leur statut. Une importante majorité de nos visiteurs présente des troubles d'usage et/ou d'abus de substances multiples, avec une réalité de santé mentale souvent instable, combinée à l'incapacité de se loger adéquatement. Outre ces personnes en situation de très grande précarité, nous avons également de plus en plus de jeunes travailleur-euses qui, une fois le loyer payé, doivent venir à la ressource pour les repas ou des vêtements par manque d'argent.

Que font les gens pour pallier au manque de logement ? Pour plusieurs, ils se tournent vers la survie en campement. Ce phénomène prend de plus en plus d'expansion dans notre secteur, ce qui crée énormément de frictions entre les populations marginalisées du secteur et les personnes bien logées. Un phénomène qui ne date pas d'hier certes, mais qui maintenant s'étend à la grandeur de l'île de Montréal. Nous y voyons clairement un symptôme d'une inaction gouvernementale face aux enjeux de logement, de soins de santé, de soutien psychologique, de revenu de base, etc. On y retrouve souvent des personnes qui ne peuvent trouver un logement adapté à leurs besoins ou à leur maigre budget, dans un quartier où toutes leurs ressources s'y trouvent et où leur sentiment d'appartenance est fort. La solution devient par conséquent les campements.



Le Sud-Ouest était reconnu pour sa réalité d'itinérance cachée, mais depuis plusieurs années nous devons reconnaître que l'itinérance visible prend de plus en plus de place dans les quartiers du Sud-Ouest, et ce surtout depuis la pandémie. Par exemple, les travailleur-euses de rue du TRAC (Travail de rue/Action communautaire) interviennent trois fois plus au niveau de l'itinérance et rejoignent deux fois plus de personnes en situation d'itinérance qu'avant la pandémie.

Le contexte pandémique fut difficile pour beaucoup de monde en termes de santé mentale, mais particulièrement pour les personnes les plus isolées, itinérantes ou vivant plus de précarité. Ce qui a été constaté même en post-pandémie fut une nette détérioration au niveau de la santé mentale et de la détresse psychologique des personnes les plus marginalisées. Nous observons également une augmentation de la violence dans la rue, qui semble imputable directement au manque de soutien adéquat et aux méfaits liés à la consommation de substances non-contrôlées. Ces enjeux se traduisent en une désorganisation générale des populations vivant dans la précarité, qui nous semble en lien direct avec la détérioration de leurs qualité et condition de vie. Malheureusement, l'enjeu du manque d'accès aux soins pour les personnes itinérantes ne permet pas l'augmentation de leur qualité de vie au quotidien.

Par ailleurs, l'augmentation drastique de l'itinérance dans le Sud-Ouest depuis plusieurs années amène les instances à opter pour la multiplication des équipes de proximité (ECCR, EMRII, EMIC, EMMIS, médiateurs urbains, etc.) qui se rajoutent aux travailleur-euses de rue du TRAC déjà sur le terrain. Le travail en silo et le manque de cohésion des services de proximité qui se sont implantés sans concertation avec le milieu communautaire sont des facteurs qui n'aident en rien à la prise en compte des réels besoins des populations itinérantes du Sud-Ouest. Comme si la quantité prévalait sur la qualité des actions auprès des personnes itinérantes ou vivant une situation de grande précarité.

Malgré l'histoire montréalaise marquée par des années de grande pauvreté dans la Petite-Bourgogne, dans Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles, Verdun, Ville-Émard et Côte-Saint-Paul, les investissements dans le filet social ont été trop maigres à travers les années. Les organismes du secteur du Sud-Ouest et de Verdun sont surchargés et font face à une situation qui ne s'améliore visiblement pas. Les organismes se mobilisent, se dévouent, se battent, maintenant, c'est aux divers paliers gouvernementaux à faire leur part et surtout, à assumer leurs responsabilités respectives pour que la situation s'améliore! *

LES MULTIPLES VISAGES CACHÉS DE L'ITINÉRANCE À CÔTE-DES-NEIGES— NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Margaret van Nooten, Intervenante en droits sociaux,
Services individuels, Projet Genèse

La majorité des personnes qui résident dans Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) sont nées hors du Canada – des gens d'une multitude de pays d'origine avec des vécus divers et souvent très difficiles. Toutes et tous partagent l'espoir d'une vie sécuritaire, et la volonté de travailler fort pour y arriver. Cet espoir passe d'abord et avant tout par le fait d'avoir un toit, besoin essentiel qu'on tient souvent pour acquis.

Depuis plus de 45 ans, le Projet Genèse travaille pour améliorer les conditions de vie des personnes marginalisées par le biais des services d'information et d'aide à la défense des droits dans les domaines du logement et du revenu. Depuis quelques années, nous constatons que les conditions du marché locatif, l'inaccessibilité de l'ensemble des services sociaux publics et du Tribunal

administratif du logement (TAL) mettent la résilience des résidentes et résidents à rude épreuve. Être logé convenablement est un défi, non seulement pour les personnes en situation de vulnérabilité, mais aussi pour les « bons payeurs » ayant des loyers en dessous du prix du marché qui se retrouvent la cible de tentatives d'expulsion.

De nombreux chemins mènent à la rue...

Au Projet Genèse, la majorité – plus que 4 000 par année, en moyenne – de nos interventions ont trait aux problèmes de logement. Nous sommes témoins de conditions inacceptables du point de vue du chauffage et des infestations, de la sévère dégradation du parc immobilier, des augmentations de loyer souvent injustifiées, de refus de cession de bail, de rénovations comme prétexte pour expulsion, de repossessions souvent de mauvaise foi et surtout, d'évictions, évictions, évictions. Avec un marché locatif restreint et les prix de loyers qui explosent, le nombre d'interventions au Projet Genèse qui traitent de perte de logement (par le biais d'évictions, de repossessions, de «**rénovictions**») a doublé dans les cinq dernières années. Selon le Rapport annuel 2021-2022 du TAL³⁶, presque 40 000 demandes ont été soumises par les propriétaires qui essayent d'expulser les ménages de leur logement au Québec, et CDN-NDG en a eu sa part. La perte de son chez-soi peut être causée par différents facteurs.

Non-paiement et retards fréquents de paiement

Les irrégularités de paiement sont le motif invoqué dans la majorité des demandes d'éviction. Sachant que 29% des résident-es de l'arrondissement de 15 ans et plus gagnent moins de 20 000\$ par année, nous nous devons de constater que le fait que tant de locataires réussissent à payer leur loyer témoigne d'une débrouillardise extraordinaire, et de l'importance de l'entraide informelle et

des ressources tels que [MultiCaf](#) et [Le Dépôt](#), organismes communautaires de sécurité alimentaire dans le secteur.

Nous constatons une tendance inquiétante d'évictions pour « non-paiement » peu justifié. À titre d'exemple récent, une dame âgée locataire du même appartement depuis une trentaine d'années a soumis par erreur un chèque à son propriétaire sans le montant de la nouvelle augmentation. Celle-ci s'est fait convoquer au Tribunal administratif du logement (TAL) du Village olympique, à l'autre bout de la ville. Le jour de l'audience, désorientée dans les énormes, lointains et imposants bureaux du TAL : elle rate son audience et perd son logement.

« IL Y A 2 490 MÉNAGES EN ATTENTE D'UN HLM À CÔTE-DES-NEIGES, ET CERTAINES FAMILLES SONT SUR LA LISTE DEPUIS UNE DÉCENNIE. »

36. Tribunal administratif du Logement. (2022). Rapport annuel de gestion 2021-2022. (978-2-550-93230-7) <https://www.tal.govt.ca/rapport-annuel-2021-2022.pdf>

Logements négligés, locataires impuissants

Pas rares sont les locataires qui – impuissants face à l'inaction du locateur – retiennent une portion du loyer pour se rembourser après avoir assumé des frais normalement à la charge de ce dernier: en payant soit

un produit anti-punaises de lit, soit la réparation d'une vitre cassée, soit un frigo fonctionnel, soit une chaufferette d'appoint. Une réaction d'apparence logique, mais qui entraîne l'éviction.

Menaces d'expulsion pour rénovations, propositions d'augmentation de loyer exorbitantes

Les ménages qui paient un loyer en dessous du « prix du marché » risquent de se retrouver visés par des recours – légaux ou non – pour les encourager ou les obliger à quitter leur logement. Les personnes âgées qui demeurent longtemps au même endroit sont particulièrement ciblées. Les locateurs tentent diverses tactiques plus ou moins conformes: envoi d'avis à un immeuble entier de locataires annonçant l'obligation de partir de façon permanente afin de permettre des travaux de rénovation, des avis d'augmentation de loyer de 30 à 50% assortis de menaces de couper le chauffage s'il n'y a pas de consentement. Certains locataires—les plus isolés, souvent moins scolarisés, ceux et celles qui font face à des barrières de langue et d'accès à l'internet— cèdent sous cette pression, et acceptent de quitter contre une compensation de \$2000 ou \$3000 pour « frais de déménagement ».

Évictions déguisées: article 1959 et la reprise de possession

L'éviction sous l'article 1959 – sous prétexte d'agrandissement ou subdivision, ou de changement de vocation – a donné lieu à des pertes de logement pendant des années avant que l'arrondissement CDN-NDG en limite l'exploitation. Cette disposition du Code civil



est encore exploitée par les propriétaires qui ne cherchent qu'une apparence de légalité pour pouvoir obtenir le consentement d'un locataire intimidé.

La reprise de possession par le propriétaire pour se loger ou pour loger un membre de sa famille reste un motif fréquemment invoqué par les locateurs peu scrupuleux. Il n'est pas toujours évident de prouver la mauvaise foi du locateur, certains locataires se découragent.

Un grand déséquilibre face à la possibilité d'utiliser ses recours légaux, une question d'accès à la justice

Que ce soit par téléphone ou en personne, le Tribunal administratif du logement (TAL) n'est pas devenu plus accessible depuis la levée des mesures sanitaires. Plusieurs locataires de CDN-NDG ne peuvent naviguer seuls ce système peu adapté aux personnes qui se retrouvent du mauvais côté de la fracture numérique, qui ne maîtrisent pas le français, qui ne peuvent comprendre le labyrinthe des options de téléphone à clavier.

Pour pallier ces difficultés, il y a une demande élevée auprès des ressources publiques et communautaires qui viennent en aide aux locataires. Notons par exemple les organismes L'ŒIL et Logis Action qui travaillent depuis des années à accompagner et soutenir les locataires vulnérables du quartier.

Un manque de ressources pour la recherche du logement

Au Projet Genèse, les deux dernières années se démarquent par le volume de demandes pour un accompagnement individualisé à la recherche de logement, pour les personnes

« LA MANQUE D'UN VÉRITABLE CONTRÔLE DES LOYERS, LA PÉNURIE DE LOGEMENTS SOCIAUX, LA PAUVRETÉ ET L'EFFRITEMENT DU RÉSEAU DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX FERONT EN SORTE QUE L'INSTABILITÉ RÉSIDEN TIELLE À CDN-NDG AUGMENTERA DANS LES ANNÉES À VENIR. »

qui n'ont jamais été sur Internet; pour les personnes qui n'ont pas les moyens de se payer un service téléphonique, pour les personnes que s'expriment à peine en anglais ou français. Un accompagnement pour le nouvel ou la nouvelle arrivant qui ne sait pas ce qu'est une recherche de crédit et qui n'a aucun garant, pour les personnes racisées.

Heureusement l'organisme ROMEL, dont « la mission principale est d'aider les personnes les plus vulnérables à accéder à un logement décent, abordable et convenant à leurs besoins » œuvre dans le quartier. Toutefois, les besoins sont énormes et il y a lieu qu'une instance gouvernementale assume un rôle.

Un toit, mais pas un logement

Nous constatons une explosion de « logements » précaires, tolérés parce qu'il n'y a pas d'autre option, surtout pour les personnes seules qui reçoivent un chèque d'aide sociale de 770\$ ou moins. Nous avons visité des **maisons de chambres** exploitées de manière illégale, où les séparations entre les chambres louées à 600\$ ou à 750\$ sont en carton. Nous rencontrons des citoyennes et citoyens qui font de la location à la nuit, à la semaine, au mois, d'espaces tels que des planchers de cuisine, d'anciennes chambres de fournaise sans électricité ni eau, de locaux commerciaux plus ou moins transformés, ou encore de cages d'escalier où il est possible de dormir de minuit à 6h sans être aperçu, et ce depuis des années. Certains propriétaires ont même transformé leur garage en chambres à louer. Certaines personnes en situation d'itinérance sont accueillies dans leurs lieux de culte, peu adaptés à cette vocation.

L'instabilité résidentielle et l'itinérance sont de plus en plus répandues à CDN-NDG, mais elles restent souvent cachées. Très nombreuses sont les « couch-surfers », qui dorment chez des ami·es ou connaissances en rotation, une mode de vie instable qui peut mener à des problèmes d'aide sociale ou de pension.

Pénurie de ressources d'hébergement d'urgence, et de logements sociaux

Malgré les interventions de l'Équipe Prévention Côte-des-Neiges et de ROMEL, nous constatons que les besoins d'hébergement et d'aiguillage personnalisé sont énormes.

Du côté logement social, la situation est critique: il y a 2 490 ménages en attente d'un HLM à Côte-des-Neiges, et certaines familles sont sur la liste depuis une décennie. La communauté³⁷ se mobilise pour développer des projets de logements sociaux: la campagne pour des HLM sur le terrain de l'ancien hippodrome Blue Bonnets, menée par une instance de la Corporation de développement communautaire CDN, a un solide appui.

Autant de pistes pour éviter l'itinérance, autant de pistes pour sortir de la rue

Le manque d'un véritable contrôle des loyers, la pénurie de logements sociaux, la pauvreté et l'effritement du réseau de santé et de services sociaux feront en sorte que l'instabilité résidentielle à CDN-NDG augmentera dans les années à venir, à moins d'engagements adéquats de la part de l'État. Les chemins qui mènent à la rue sont nombreux, mais les solutions sont claires. Il faut soutenir les interventions efficaces pour prévenir l'itinérance: agir contre la pauvreté par le soutien au revenu, construire des HLM en nombre suffisant, et attribuer les ressources nécessaires dans les réseaux publics et communautaires de santé et de services sociaux. *

37. Office de consultation publique de Montréal. (2020). Rapport de consultation publique: Quartier Namur-Hippodrome. (978-2-924750-88-9) <https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports/rapport-namur-hippodrome.pdf>



LE NORD-DE-L'ÎLE L'ITINÉRANCE QUI SE CACHE ET DÉBORDE, QU'ON LA DÉNOMBRE OU PAS

**Sébastien Lanouette, Directeur Général,
Ressources Jeunesse de Saint-Laurent**

Souvent vu comme un bloc monolithique, le Nord-de-l'Île est plutôt un vaste territoire compris de plusieurs quartiers, chacun avec une identité propre. Et malgré des liens populationnels évidents, il y a souvent plus de lien entre chacun de ses quartiers et le centre-ville qu'entre eux. Il est, par exemple, beaucoup plus facile de se déplacer de l'Arrondissement Saint-Laurent vers Centre-Sud que vers Montréal-Nord. Bien sûr, les quartiers du Nord possèdent la caractéristique d'être fortement immigrant. Par exemple, selon les données de 2018 du profil sociodémographique de l'arrondissement de Saint-Laurent, 83 % de la population est immigrante ou issue de l'immigration (deuxième et troisième génération). Et pour le même quartier, celui-ci est particulièrement jeune, avec 32 % de sa population qui a 25 ans ou moins, ce qui en fait le 3^{ème} arrondissement plus jeune de Montréal.



Les services communautaires y sont aussi peu développés, comparés à ce qu'on peut retrouver dans les quartiers centraux. Le manque historique de ressources a donc créé un trou de service pour la population résidant dans ces quartiers et a forcé les gens en besoin à se déplacer (souvent contre leur gré) vers des lieux où ils et elles pourraient avoir un peu de

nourriture ou un toit pour une nuit. Les personnes en situation d'itinérance sont référées aux grands refuges et par le fait de la proximité des services, finissent souvent par rester dans ces lieux. Pour les populations itinérantes plus jeunes, d'autres solutions sont trouvées.

On a donc souvent fait cas du peu « d'itinérants » au Nord-de-l'Île. Selon certains élus, ce n'est pas un problème ici. Pour eux, ce sont les jeunes qui sont dans les parcs qui sont un problème, sans savoir que justement ces jeunes qui traînent dans les parcs vivent souvent ce qu'on appelle de l'itinérance cachée.



Ce phénomène fait référence à une personne qui, sans être « activement » dans la rue et qui peut souvent dormir à l'intérieur, n'a pourtant pas de domicile fixe. Elle peut passer de famille en ami-es plusieurs fois à l'intérieur d'un mois, dormir par terre dans une piaule d'un voisin, parce qu'elle provient d'un milieu violent et doit le quitter, ou parce que le logement à laquelle est son adresse officielle est surpeuplé, le rendant invivable. Il n'est pas rare ici d'entendre parler de famille de 8-9 personnes dans un 3 et demi. Cela accentue la pression sur les jeunes, qui vont donc occuper les espaces publics que sont les parcs. C'est un phénomène extrêmement difficile à chiffrer, mais qui laisse des traces souvent indélébiles sur les gens vivant

ces situations. Cela peut mener à plusieurs réalités que ce soit justement de l'itinérance chronique, mais aussi de la prostitution, de la criminalité, des troubles de santé mentale et des hospitalisations.

Ce phénomène est bien connu des intervenants du milieu. À Ressources Jeunesse de Saint-Laurent, ce sont environ 100 jeunes par année qui sont soutenu.es de différentes façons dans le Nord-de-l'Île et ceux et celles-ci vivent à peu près tous et toutes ce phénomène. Mais iels ne se définiront pas comme itinérant-es. Après tout, iels ont un toit sur leur tête. Pourtant, le fait de devoir échanger des faveurs sexuelles contre une nuit chez un voisin ou un repas, le fait qu'on en vienne à vendre de la drogue pour se payer un toit durant une semaine, un toit qui sera surpeuplé pendant le séjour, comment ne pas dire qu'il s'agit d'itinérance ?

**« QUAND UNE
PERSONNE EST
CHASSÉE PAR SA
FAMILLE, CAR ELLE
A OSÉ DÉVOILER
SON HOMOSEXUALITÉ
OU SON IDENTITÉ
DE GENRE, C'EST
DE L'ITINÉRANCE. »**

Si le Nord-de-l'Île cache son itinérance, depuis la pandémie, on commence à la voir sur une base plus fréquente. Le phénomène a même forcé la création en 2020 du premier Comité itinérance de l'arrondissement Saint-Laurent afin d'adresser la situation, comité auquel assistent plusieurs acteurs communautaires, mais aussi des représentants de l'Arrondissement et du CIUSSS du Nord-de-l'Île de Montréal. Un des premiers enjeux discutés au comité a concerné le déplacement des personnes en situation d'itinérance vers le centre-ville par les autorités. C'est facile de dire qu'il n'y a pas d'itinérance si on la déplace, et encore plus facile de choisir de ne pas développer les services nécessaires pour s'en occuper dignement. Les acteurs du milieu ne sont pas dupes pour autant et savent très bien que l'itinérance est présente sur le territoire. Celle-ci s'incarne de plusieurs manières.

L'accès difficile à un logement, notamment pour les personnes migrantes, pousse souvent les gens vers des logements insalubres. Par manque de logement réellement abordable, plusieurs autres personnes sont contraintes à vivre dans leur voiture ou en tente, faute d'alternatives.

Les jeunes qui frappent à la porte de Ressources Jeunesse de Saint-Laurent n'ont pas tous expérimenté la vie de rue telle qu'on l'entend et qu'on l'a définie. Leurs trajectoires de vie sont variées et leur précarité tout autant préoccupante.

Quand une jeune vient à Ressources Jeunesse de Saint-Laurent, tannée d'avoir dû vendre des services sexuels pour avoir un toit dans les derniers mois, pour pouvoir manger, pour pouvoir vivre, et malgré qu'elle n'ait pas été dans la rue à mendier, c'est de l'itinérance.

Quand une personne est chassée par sa famille, car elle a osé dévoiler son homosexualité ou son identité de genre, c'est de l'itinérance.

Quand une femme, tombée enceinte d'un conjoint violent, qui choisit de se faire avorter mais que la communauté la rejette pour cela, et qu'elle doit trouver un refuge, c'est de l'itinérance.

Quand un jeune homme vole un dépanneur pour pouvoir «payer» son entrée dans une gang ce qui lui donne le «droit» de rester dans la maison du gang, c'est de l'itinérance.

Et quand celui-ci essaie de quitter ce milieu toxique de consommation et de violence, qu'il doit en changer de quartier, ne plus voir sa famille et ses amis par peur de représailles, qu'il en «abandonne» son jeune frère qu'il protégeait tant bien que mal, mais dont il ne peut plus s'approcher, que malgré le stigma et la peur, malgré qu'il passe de Pointe-aux-Trembles jusqu'à Saint-Laurent pour demander de l'aide, du support, un toit, c'est aussi de l'itinérance.

Cette histoire est malheureusement vraie et trop courante, comme le sont les autres évoquées ici.

L'itinérance se cache peut-être dans le Nord-de-l'Île, et pourtant, elle finit par déborder, qu'on la dénombre ou pas. *

**« QUAND UNE FEMME,
TOMBÉE ENCEINTE D'UN
CONJOINT VIOLENT, QUI
CHOISIT DE SE FAIRE
AVORTER MAIS QUE
LA COMMUNAUTÉ LA
REJETTE POUR CELA, ET
QU'ELLE DOIT TROUVER
UN REFUGE, C'EST
DE L'ITINÉRANCE. »**

L'ITINÉRANCE DANS L'OUEST-DE-L'ÎLE: METTRE UN TERME AU DÉNI EN EXPOSANT L'INVISIBLE

Tania Charron, Directrice générale, Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI) et Ricochet (Hébergement/Homes)

Le dénombrement a pour objectif d'établir un portrait factuel des personnes en situation d'itinérance basé sur leur nombre et leur profil. Qu'en est-il du territoire de l'Ouest-de-l'Île (OI) de Montréal ?

En 2018, Je compte Montréal³⁸ dénombrait une personne en situation d'itinérance à Lachine, une personne en situation d'itinérance à Lasalle et une personne en situation d'itinérance à l'aéroport Pierre Elliott Trudeau.

L'OI comprend 12 municipalités montréalaises, si on inclut Lachine et Lasalle, et compte 4 arrondissements et 8 villes liées. Elle représente plus du tiers de l'Île de Montréal en termes de superficie.

Sur ce vaste territoire, on compte plusieurs organisations communautaires éloignées les unes des autres. On y retrouve deux orga-

nismes en **travail de rue**, Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI) et Travail de rue action communautaire (TRAC) à Lachine, et depuis 2020, une unique ressource d'hébergement communautaire, Ricochet (Hébergement/Homes). Les transports en commun étant peu développés dans ce secteur comparativement au reste de l'île, les déplacements sont laborieux pour ceux et celles qui n'ont pas la chance d'avoir un véhicule.

Seulement 4% des logements sociaux et communautaires de l'ensemble du territoire montréalais se trouvent dans l'OI, alors qu'il y a un besoin préoccupant de ce type de loge-

38. Latimer, E. & Bordeleau, F. (2019) Dénombrement des personnes en situation d'itinérance sur l'île de Montréal le 24 avril 2018. <https://jecomptemt12018.ca/wp-content/uploads/2019/04/rapport-montral-rvision-8-avril-2019.pdf>

ment dans le secteur. La dernière fois que l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) a créé du logement social dans l'OI fut en 1990, à Sainte-Anne-de-Bellevue.

Qu'en est-il des personnes qui vivent une situation d'itinérance dans l'OI? Nous attestons que le dénombrement fait en 2018 n'établit pas un portrait réel de la situation; il n'y avait pas uniquement trois personnes en situation d'itinérance en 2018. Le dénombrement effectué en 2022 risque fort de présenter le même enjeu.

Voici des chiffres réels qui documentent fidèlement la réalité des personnes en situation d'itinérance dans l'Ouest-de-l'Île. En 2022-2023 :

689

interventions en itinérance ont été effectuées par les travailleur-euses de rue d'AJOI. C'est la problématique la plus abordée par nos intervenant-es sur le terrain depuis plus de cinq ans.

140

références vers des ressources d'hébergement d'urgence ont été effectuées par les travailleur-euses de rue d'AJOI, dont 73 vers Ricochet.

236

interventions abordant le logement ont été effectuées par les travailleur-euses de rue d'AJOI.

403

personnes ont été hébergées chez Ricochet, pour un total de 11466 visites. 80% de ces personnes identifiaient leur quartier d'appartenance comme étant l'Ouest-de-l'Île.

35

personnes ont intégré le programme de réinsertion sociale avec hébergement.

On perçoit encore trop souvent l'OI comme un secteur privilégié, épargné par les problématiques sociales telles que l'itinérance. Encore aujourd'hui, les gens sont surpris d'apprendre que cet enjeu est réel dans l'OI. À la question «Y a-t-il de l'itinérance dans l'Ouest-de-l'Île?», voici notre réponse.

Oui. Il y a l'itinérance chez les jeunes.

Ceux qui continuent d'aller à l'école pour maintenir leur image et qui vivent en surnombre dans des appartements surpeuplés. Ceux qui ont des problèmes de santé mentale sévères et qui se font mettre à la porte par des parents dépassés. Ceux qui sortent des centres jeunesse avec leur vie dans un sac poubelle.

Oui. Il y a l'itinérance chez les femmes.

Celles qui sont monoparentales et qui n'arrivent plus à payer leur logement avec leur seul revenu. Celles qui vont échanger des

services sexuels, domestiques ou autres contre un endroit pour dormir, mais qui vivent dans une précarité constante, celles qui pour échapper à la violence de la rue vont tolérer celle d'un partenaire violent.

Oui. Il y a l'itinérance chez les Premières Nations et les Inuits.

Ceux qui débarquent à Dorval pour obtenir des soins de santé et qui n'ont plus les moyens de retourner à la maison. Ceux qui pensent rejoindre un ami, un frère, un parent, et qui se retrouvent à dormir sous des camions la nuit. Ceux qui portent en eux et elles les traumatismes intergénérationnels et actuels de la colonisation et du racisme systémique.

Oui. Il y a l'itinérance chez les personnes noires et racisées.

Celles qui cherchent un logement sans répit, mais qui sont discriminées par les propriétaires et non-admissibles à un logement subventionné. Celles qui ont appris à se cacher par honte ou par peur de simplement exister dans l'espace public.



Oui. Il y a l'itinérance chez les communautés LGBTQIA+.

Celleux qui ont le courage de vivre leur vérité et qui en paient cher le prix. Ceux qui cherchent leur place et leur sécurité à travers les services souvent mal adaptés à leurs besoins et leurs réalités.

Oui. Il y a l'itinérance chez les aîné-es.

Celleux qui utilisent les miettes de leur maigre chèque de pension pour survivre, qui attendent leur place en CHSLD, qui sont oubliés par leurs proches. Ceux qui se font reprendre leur maison en fin de vie parce qu'elles n'ont plus les moyens d'en être propriétaire. Ceux dont la vie leur a arraché leur partenaire de vie et qui attendent désormais la mort, seul-es.

Oui. Il y a l'itinérance cachée.

Celle des gens qui n'ont d'autres choix que de dormir dans leur véhicule l'hiver, espérant ne pas mourir de froid. Celle des personnes qui trouvent refuge dans le cabanon ou le garage d'un parent qui ne veut plus les laisser entrer dans la maison. Celle des gens qui couchsurfent d'un divan à l'autre en espérant un jour se poser. L'itinérance de ceux qui se posent dans des endroits boisés peu fréquentés d'où ils espèrent ne pas se faire évincer.

Oui. Il y a l'itinérance visible.

Celle qui dérange, celle qui effraie, celle qui dégoûte, qui fait détourner les yeux. Celle qu'on voit dans des tentes ou des abris de fortune construits grâce à une débrouillardise acquise au fil d'années d'exclusion sociale.

Nous sommes encore loin de comprendre, comme communauté, les défis quotidiens auxquels font face les personnes sans-abri. On oublie encore trop souvent que derrière cette étiquette se cache une personne humaine qui voit, entend, rêve, aime, vit. Leur nombre et leur profil importe peu ; leur expérience humaine, leur dignité et leur sécurité devraient être nos uniques préoccupations.

Oui. L'itinérance existe bel et bien dans l'Ouest-de-l'Île. Elle a plusieurs visages, plusieurs histoires. Mieux qu'un simple dénombrement, nous avons les chiffres et les mots pour vous en parler. *

L'IMPACT DES CRISES SUR LES PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE

DANS LE QUARTIER HOCHELAGA- MAISONNEUVE

Julien Montreuil, Directeur général de L'Anonyme
et Martin Pagé, Directeur général de Dopamine

L'itinérance dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve ne date pas d'hier. Les actions répressives intenses auprès des personnes en situation d'itinérance dans le centre-ville de Montréal à la fin des années 90 ont amené un déplacement de celles-ci vers l'est. Depuis le milieu des années 2010, elles sont particulièrement touchées par une superposition de crises qui malheureusement ne se résolvent pas : la crise des surdoses, la crise du logement en plus de la crise sanitaire que nous avons connu de la COVID-19 n'ont fait qu'aggraver la situation des personnes en situation d'itinérance. Nous verrons dans les prochaines lignes, de manière plus spécifique, les effets dévastateurs de ces perturbations sur les personnes, qui encore une fois seront les plus à risques des méfaits au sein de notre communauté.

Crise des surdoses

La crise des surdoses fait des ravages au Canada depuis le milieu des années 2010. À l'été 2014, Montréal a connu un épisode d'environ deux semaines de décès par surdose qui, pour une première fois, étaient attribuables à la contamination des substances en circulation. La situation n'a cessé de se détériorer depuis. On parle aujourd'hui d'une crise sans précédent au Québec avec plus de 541 personnes décédées par surdose au Québec en 2022³⁹.

Le quartier Hochelaga-Maisonneuve, un des plus défavorisés de la métropole, est frappé de plein fouet. Bien que n'importe quel individu consommant des substances psychoactives peut être victime d'une surdose, les personnes en situation d'itinérance sont beaucoup plus affectées puisqu'elles vivent des enjeux stigmatisants les rendant encore plus vulnérables notamment en lien avec la santé physique et psychologique, leur situation économique, l'accès aux services de santé et la surjudiciarisation.

Crise du logement

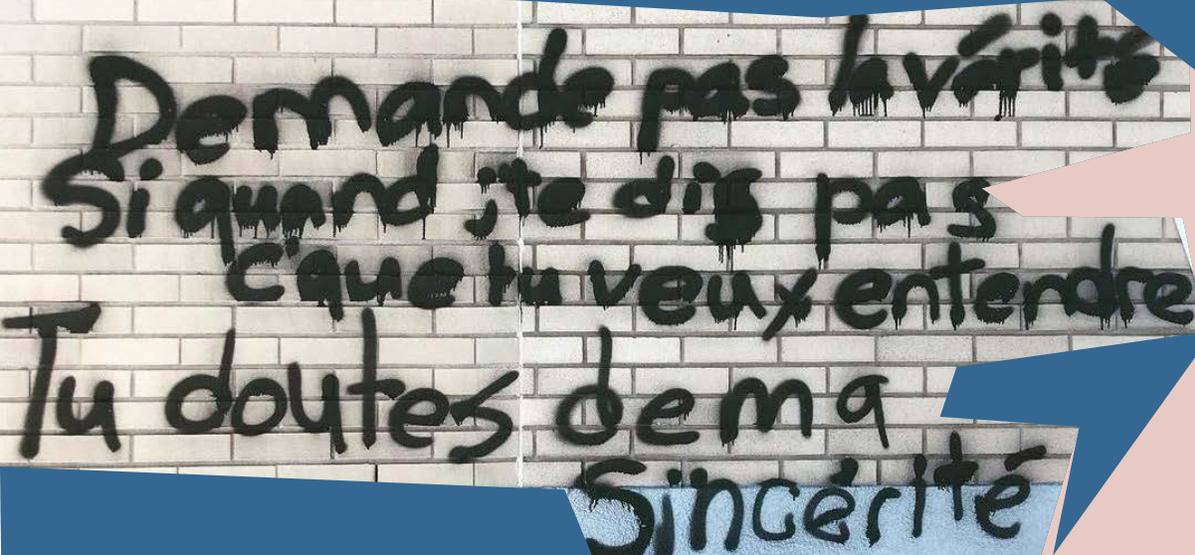
On parle de crise du logement à Montréal depuis près d'une dizaine d'années. Les causes en sont multiples: spéculation immobilière, demande élevée, offre insuffisante, gentrification des quartiers en périphérie du centre-ville, ainsi que les nombreuses offres de location récréative et touristique sur les sites comme Airbnb. Par exemple, en 2018, le prix moyen pour un loyer⁴⁰ à Montréal était de 796 \$. En 2023, spécifiquement pour le quartier Hochelaga-Maisonneuve qui est encore considéré comme «abordable» en comparaison avec les autres quartiers montréalais, le prix moyen s'établit à 1 332 \$⁴¹!

La gentrification poursuit sa marche inéluctable dans le quartier par, entre autres, la construction d'habitations «luxueuses» qui contribuent à tirer vers le haut le coût des loyers, la quasi-disparition des maisons de chambres et l'arrivée de commerces s'adressant à des populations plus aisées. On se retrouve donc dans une situation où de nombreuses frictions ont lieu dans l'espace public. Résultat: les personnes en situation

39. Institut national de santé publique du Québec. (2023). Décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues au Québec juillet 2017 à mars 2023. <https://www.inspq.qc.ca/substances-psychoactives/opioides/surdose/deces-intoxication/intoxication-suspectee>

40. Benessaïeh, K. (2018, 29 novembre). Montréal flirte avec la crise du logement. La Presse. <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/quebec/201811/28/01-5206024-montreal-flirte-avec-la-crise-du-logement.php>

41. Goulet-Pelletier, F. (2023, 7 février). Voici les prix moyens des apparts dans 11 des quartiers les plus populaires de Montréal. Narcy Montréal. <https://www.narcy.com/fr/montreal/prix-moyens-apparts-quartiers-populaires-montreal>



« Cessons d'être dans une attitude paternaliste, voire moraliste, où nous croyons savoir ce qui est bon pour autrui et faisons preuve d'ouverture, d'innovation et de créativité afin d'être un quartier qui ne laisse personne derrière. »

d'itinérance, qui n'ont évidemment pas accès à ces avantages, sont judiciairisées, stigmatisées et repoussées. Leur droit à l'occupation de l'espace public est trop souvent bafoué et de plus en plus restreint au sein même de leur propre communauté.

Et la pandémie dans tout ça ?

Il est devenu cliché de dire que la pandémie a exacerbé les enjeux socio-économiques de notre société. Pour ce qui est des personnes en situation d'itinérance, cette augmentation des difficultés s'est faite à vitesse grand V. Les conséquences de la crise de la COVID-19 n'ont pas été (encore une fois) les mêmes pour tous et toutes. En effet, les différentes ressources, notamment celles du réseau de la santé, ont été très souvent redirigées afin de répondre aux besoins liés à la crise sanitaire. Pendant des mois, les bulletins d'informations martelaient la suroccupation des lits dans les hôpitaux, dans les services de soins intensifs, tout ça accompagné d'un épuisement chronique du personnel soignant. À la base, les personnes en situation d'itinérance vivent des enjeux quant à l'accès aux soins de santé, imaginez-vous dans ce contexte !

Et puis il y a eu le couvre-feu ! Comment une mesure peut viser (consciemment ou non) aussi directement une frange de la population, les rendant encore plus vulnérables, marginalisées, ostracisées. Pendant que tout le monde se dépêchait de rentrer chez eux et chez elles avant 20h afin d'éviter de payer la contravention de 1 500 \$, certaines personnes en situation d'itinérance essayaient de se cacher, de ne pas se faire prendre, d'éviter de se faire davantage judiciariser. Bien qu'une décision⁴² ait suspendu l'application du couvre-feu aux personnes en situation d'itinérance, cela n'a pas empêché le décès d'une d'entre elles⁴³ à peine une semaine auparavant.

Que reste-t-il suite au retrait de la vague ?

Pour la plupart d'entre nous, la pandémie et la majorité de ses effets indésirables sont derrière nous. Le réseau de la santé et le milieu communautaire en sortent cependant meurtris ce qui a un effet

42. Bourgault-Côté, G. & Caillou, A. (2021, 27 janvier). Couvre-feu suspendu pour les itinérants, *Le Devoir* <https://www.ledevoir.com/societe/594053/la-cour-suspend-le-couvre-feu-pour-les-itinerants>
43. Corriveau, J. & Caillou, A. (2021, 19 janvier). La mort d'un sans-abri sème la consternation. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/593511/un-itinerant-trouve-mort-dans-une-toilette-portable-a-montreal>

direct sur les services offerts aux personnes en situation d'itinérance, notamment dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Le réseau peine à se réorganiser et manque cruellement de main-d'œuvre. Dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, les ressources affectées au dépistage des ITSS qui ont été réorientées vers le dépistage et la vaccination contre la COVID-19 ne sont pas toutes de retour. Les suivis psychologiques ainsi que l'arrimage des services et des soins sont insuffisants au regard des besoins des personnes en situation d'itinérance. Celles-ci disent se sentir moins outillées, moins soutenues, moins accompagnées. L'immense vague pandémique semble s'être retirée, laissant derrière elle les services pour les personnes en situation d'itinérance dans une boue tellement dense qu'elle rend extrêmement difficile le retour à la situation pré-pandémique qui était loin d'être suffisante soit dit en passant!

Des pistes de solutions trop souvent loin d'être structurantes

Depuis trop d'années, les solutions proposées en ce qui concerne l'itinérance à Montréal ressemblent beaucoup plus à un « band-aïd » qu'on met sur une plaie béante. Le quartier Hochelaga-Maisonneuve n'y échappe pas. La fin 2010 et le début 2020 ont vu la concrétisation de grands refuges dans le quartier. Certes, cela répond à des besoins criants de personnes en situation d'itinérance, mais les solutions en amont, comme la construction de logements adaptés et accessibles, se font rares. De plus, un nombre important de personnes n'ont pas accès à ces refuges. Elles sont, comme on le dit trop souvent, laissées derrière, invisibles ou incomprises.

Certaines personnes en situation d'itinérance se sont organisées. Les campements à Montréal, notamment le campement Notre-Dame, en sont de bons exemples. Ces lieux auto-organisés, bien qu'amenant certains enjeux, ont l'avantage de contribuer à créer un sentiment de solidarité entre les gens, en plus d'être dans des endroits fixes où des services peuvent être offerts aux personnes qui seraient beaucoup plus difficilement joignables autrement. Le choix de la Ville de Montréal de démanteler systématiquement les campements perdure depuis 2021 et a comme seul effet d'éparpiller ces populations, de créer d'autres événements traumatiques et de les rendre davantage vulnérables, ostracisées, en rupture et désaffiliées.

En conclusion

La situation actuelle des personnes en situation d'itinérance dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve est complexe. Les dernières années ont contribué à les rendre encore plus vulnérables en plus de réduire les services offerts à celles-ci. Est-ce une situation pour laquelle il n'y a pas de solution? Que doit-on faire?

Comme société, nous devons écouter ce que les personnes concernées ont à nous dire afin de leur offrir des possibilités pour qu'elles puissent reprendre du pouvoir sur leur vie et améliorer la qualité de celle-ci. Cessons d'être dans une attitude paternaliste, voire moraliste, où nous croyons savoir ce qui est bon pour autrui et faisons preuve d'ouverture, d'innovation et de créativité afin d'être un quartier qui ne laisse personne derrière. *

Josée-Anne Kozel, Coordonnatrice des services à l'Auberge Madeleine,
avec la collaboration de Catherine Gilbert, Ann Lalumière et Julien Baranger

LE PLATEAU MONT-ROYAL : UNE MIXITÉ SOCIALE QUI DÉRANGE

En 2016, dans la revue *Au-delà des chiffres*⁴⁴ du RAPSIM, on pouvait y lire « bien que dynamique et très vivant, le Plateau est perçu comme calme, avec une itinérance moins réprimée par la police, plus acceptée par une partie des citoyen·nes » (p.20). En 2023, il est toujours vrai que le Plateau demeure un quartier dynamique et très vivant ; la tolérance dont les personnes en situation d'itinérance ont pu bénéficier par le passé n'est toutefois plus. La pandémie qui a fait rage au cours des dernières années n'a épargné personne, et force est de constater que ce sont celles en situation d'itinérance qui payent les conséquences d'une société à bout de souffle et moins tolérante.



Crédit photo: Médecins du monde

44. RAPSIM. (2016). *L'itinérance à Montréal: au-delà des chiffres*. (978-2-9802286-7-4). <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2565211>

Une cohabitation anti-sociale

La cohabitation sociale a pris de plus en plus de place dans les discours politiques devenant même un enjeu principal dans la lutte à l'itinérance sur le plan municipal. Au niveau du Plateau Mont-Royal, ce que nous avons pu constater, c'est que les citoyen·nes ayant pignon sur rue se sont organisé·es durant la pandémie afin de se réapproprier le quartier. Cette nouvelle implication a cependant mis en lumière plusieurs problématiques de longue date que ces dernier·ères associent au phénomène de l'itinérance. Afin de répondre aux nombreuses plaintes citoyennes, plusieurs nouvelles équipes mixtes, jumelant policier·ères et intervenant·es (EMMIS, ECCR, E=MC2) ont vu le jour avec pour objectif : la cohabitation sociale. Dans une optique de médiation sociale, les équipes se sont donc multipliées afin de répondre aux doléances des personnes domiciliées.

Plusieurs problématiques résident dans l'implantation de ces équipes. D'emblée, elles ont été créées sans la collaboration du milieu communautaire en amont. Au contraire, elles lui ont été imposées, forçant les organismes communautaires du secteur à collaborer avec de nouveaux acteurs qui ne connaissent rien aux enjeux du Plateau et de l'itinérance. En sus, en tant que société, on passe à côté du réel problème : la capacité des plus pauvres à

répondre à leurs besoins de base. Il existe un manque de ressources dans le quartier pour leur venir en aide adéquatement et celui-ci est directement lié au financement inadéquat des organismes communautaires.

Concrètement, lorsqu'une équipe mixte intervient sous le prétexte de la cohabitation sociale en démantelant le campement d'une personne par exemple, elle n'a nulle part où la référer car il manque déjà de places dans les **hébergements d'urgence**. Les comportements vus comme dérangeant (l'errance dans l'espace public, être assis dans l'entrée d'un commerce, ériger un campement, etc.) sont les symptômes d'un manque de considération de nos gouvernements envers les besoins en itinérance. Peu importe le nombre d'équipes mixtes qui seront ajoutées, ces réalités perdureront, car le problème de fond réside.

De surcroît, avoir autant d'acteurs sur le terrain allant à la rencontre des personnes en marge augmente la confusion des rôles pour la population desservie. Les personnes en situation d'itinérance sont surveillées en permanence, se heurtant aux manifestations concrètes et continues du contrôle social. On observe ainsi une dynamique de sur intervention qui penche parfois vers une répression exagérée et, ce, particulièrement avec la population Inuk résidant dans le secteur de Milton Parc.

« Concrètement, lorsqu'une équipe mixte intervient sous le prétexte de la cohabitation sociale en démantelant le campement d'une personne par exemple, elle n'a nulle part où la référer car il manque déjà de places dans les hébergements d'urgence. »

« LES PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE SONT SURVEILLÉES EN PERMANENCE, SE HEURTANT AUX MANIFESTATIONS CONCRÈTES ET CONTINUES DU CONTRÔLE SOCIAL. »

À cet effet, Open Door, un organisme communautaire qui était auparavant situé dans le centre-ville et qui desservait la population autochtone du secteur, est maintenant installé sur le Plateau. Si c'est une perte pour le centre-ville, c'est un gain pour le Plateau qui accueille aussi un grand nombre de personnes autochtones. Celles-ci n'ont plus à se déplacer dans d'autres quartiers pour recevoir des services répondant à leurs besoins de base tels que des repas, l'accès à des toilettes, l'accès à un endroit où se reposer et/ou se réchauffer, etc. Dans la dernière année, en 2022-2023, l'organisme a accueilli +/- 200 personnes par jour avec seulement un-e intervenant-e sur place. Un constat accablant, mais une ressource indispensable pour ces personnes trop souvent oubliées.

Il existe ainsi des trous de services importants lorsqu'on s'attarde à évaluer les services offerts aux personnes en situation d'itinérance afin que ceux-ci répondent à leurs besoins fondamentaux. Un exemple flagrant est le manque d'installations sanitaires dans le quartier: on compte seulement 5 toilettes chimiques. L'organisme Plein Milieu a tenté de remédier à la situation avec son projet L'Oranger: un réseau de commerçants volontaires qui offrent gratuitement des services de base (un verre d'eau, accès au wifi, accès à la salle de bain, etc.). Bien que les commerçants puissent effectivement jouer un rôle pour répondre à ce type de besoins, il incombe aux pouvoirs publics d'en prendre aussi la responsabilité. Or, on constate que l'orientation prise par ces derniers est plutôt de déplacer les personnes en situation d'itinérance qui utilisent les installations sanitaires présentes dans nos grands parcs.

Une mixité qui survit

La population en situation d'itinérance du Plateau est très hétérogène et plusieurs organismes offrant différents services sont implantés dans le quartier. Ces organismes sont toutefois à bout de souffle. Les dernières années ont été difficiles avec la pandémie et les personnes qu'ils rencontrent sont de plus en plus précarisées.

Au niveau des hébergements pour femmes du Plateau, Le Chaînon a dû refuser plus de 4000 femmes faute de place en 2021-2022 et l'Auberge Madeleine comptabilise 3764 refus pour la même période. Durant 2021-2022, chacune des ressources a respectivement enregistré un taux d'occupation de 86% et de 90%. Les ressources pour femmes déplorent depuis longtemps le manque de place en hébergement 24/7 non-mixte et, ce, sur toute l'île de Montréal.

L'organisme Plein Milieu qui est implanté dans le quartier depuis 1993 offre plusieurs services auprès des personnes en situation d'itinérance, dont le **travail de rue**. Ainsi, plusieurs travailleur-euses de rue les rejoignent là où elles résident afin de leur offrir écoute et soutien. En 2021-2022, 3 275 interventions en travail de rue dans le quartier ont été comptabilisées. L'intervention portant sur les besoins de base est celle qui est la plus effectuée, représentant un quart d'entre elles.

L'organisme Diners St-Louis, implanté sur le Plateau, offre du soutien aux jeunes en situation d'itinérance. Ce dernier note une augmentation des jeunes sans domicile fixe accueillis passant de 26% en 2020-2021 à 40% en 2021-2022. Il est, entre autres, plus difficile pour les jeunes de se loger puisqu'ils font partie des groupes qui vivent dans la pauvreté.

En juillet 2021, l'Hôtel-Dieu a été réaffecté en hébergement mixte à court terme avec une capacité de 186 lits. De 2022 à 2023, l'hébergement a accueilli 309 individus différents dont 138 s'identifiaient comme femmes. L'Hôtel-Dieu est aussi le seul hébergement du Plateau à avoir des chambres destinées aux couples. Par ailleurs, le financement de cette ressource n'a pas encore été pérennisé et ne le sera peut-être pas. Si celle-ci devait venir à fermer, on se retrouverait une fois de plus devant un trou de service qui, de surcroît, aurait pu être évité.

Conclusion

Finalement, plusieurs organismes communautaires portent à bout de bras des services essentiels pour les personnes en situation d'itinérance. Toutefois, celles-ci doivent continuer de se déplacer dans d'autres quartiers tels que le Centre Sud car il est impossible d'arriver à combler tous ses besoins en restant seulement sur le Plateau. Par ailleurs, l'offre locative est tout simplement inabordable, ce qui rend impensable qu'une personne en situation de précarité réussisse à trouver un logement dans le quartier. Celle-ci est donc forcée à se déplacer pour pouvoir se loger alors même que son équipe de suivi ainsi que ses repères se situent sur le Plateau. Cette relocalisation génère de l'isolement. *



Alya Chaddad et Maxime Bonneau, PACT de rue

UN CRI DU CŒUR DE LA RUE

LES QUARTIERS DU NORD

L'itinérance, c'est parfois plus complexe qu'on ne peut l'imaginer et toutes les raisons qui mènent à l'itinérance ne sont pas les mêmes pour tout le monde. L'histoire de Gabriel, qui utilise les ressources de PACT de rue, en est un exemple : pour lui, même s'il se trouve du travail, il n'arrive pas à se trouver un logement. Quand il a de l'argent, Gabriel le dépense pour consommer et selon lui, c'est plus facile d'être sobre quand il n'a pas un sou. Gabriel a grandi dans Hochelaga avec sa mère, puis il a quitté le foyer familial pour emménager avec sa blonde dans Villeray. Il buvait déjà pas mal à l'époque, mais c'est à la suite de sa séparation qu'il s'est mis à consommer des drogues dures pour étouffer son chagrin. À trois reprises, Gabriel a fait une thérapie pour se reprendre en main et retourner sur le marché du travail. Mais à chaque fois, l'accès à l'argent lui donnait envie de consommer encore plus. Puis Gabriel s'est retrouvé à la rue pendant cinq ans et dormait au centre-ville. En 2020, durant la pandémie, l'organisme PACT de rue a ouvert une halte chaleur dans Villeray, en face du parc Jarry. L'idée c'était d'offrir un endroit chaud où dormir pour les personnes en situation d'itinérance. Gabriel en a entendu parler grâce au bouche-à-oreille et il s'est dit pourquoi pas. Après tout, c'est le quartier où il vivait lorsqu'il était en couple et heureux. Cet hiver-là, il a eu l'impression de renouer avec le passé.

« UN STEAK CRU C'EST BEN BEAU, MAIS C'EST PAS PRATIQUE QUAND T'ES À LA RUE. »

Manque de ressources adaptées dans Petite-Patrie

Darcy, la travailleuse de rue dans Petite-Patrie croit que l'itinérance est en mouvance vers les quartiers du Nord parce qu'on y retrouve une plus grande sécurité. Ce sont des coins tranquilles, les gens y sont plus respectueux et ouverts d'esprit. Mais dans Petite-Patrie, bien que ce phénomène ne soit pas nouveau du tout, les ressources ne sont pas adaptées, selon elle. Il n'y a aucun refuge et les banques alimentaires n'offrent pas de repas prêts, ce qui ne répond pas aux besoins des personnes sans domicile; « un steak cru c'est ben beau, mais c'est pas pratique quand t'es à la rue. » Tout de même, les personnes en situation d'itinérance continuent d'aller vers Petite-Patrie parce que c'est un quartier rempli de commerces alors c'est plus facile pour faire de la sollicitation ou pour trouver une entrée de métro où dormir.

De nouvelles réalités

Pas trop loin de là, Villeray commence à s'adapter à cette nouvelle réalité. Il y a l'[Abri de Villeray](#) au sous-sol de l'Église Notre-Dame-Du-Saint-Rosaire et le [Centre des Femmes de Conviction](#) de Montréal qui ont ouvert leurs portes cette année. L'ouverture de ces deux ressources marque un besoin flagrant qu'on ne peut plus ignorer. Ces deux secteurs sont tellement proches l'un de l'autre et reflètent pourtant des réalités complètement différentes, ce qui prouve que le rythme de prise en charge d'un problème varie d'un quartier à l'autre. Contrairement à Villeray, c'est comme si Petite-Patrie n'avait pas suivi le

mouvement de l'itinérance qui est pourtant en explosion depuis les dernières années. Plusieurs quartiers du Nord sont frappés pas les **rénovictions** et l'embourgeoisement. Les familles issues de l'immigration font face à de la discrimination et se font tasser dans un coin pendant que la gentrification prend toute la place. La bonne volonté des quartiers ce n'est pas assez pour faire une différence et la complexité se retrouve dans le manque de budget. Ça prend une mobilisation des acteurs municipaux plus solide et efficace, plus rapide et engagée.

Une voie de changements

Gabriel dit qu'il est revenu dans Villeray pour laisser le chaos du centre-ville derrière lui et remettre sa vie sur une meilleure voie. Selon lui, c'est vraiment une question d'appartenance au quartier. Ici, toutes les personnes qui sont dans la rue se connaissent. C'est comme une microsociété, une fraternité et il arrive à créer de vraies amitiés. Petite-Patrie et Villeray, ce sont des endroits vivants pour Gabriel. Les citoyen·nes ont l'air heureux·euses, les parcs sont beaux et le plus important pour lui, c'est que les gens lui retournent le sourire.

En fait, le sentiment d'appartenance, c'est vraiment pour ça que les personnes en situation d'itinérance restent dans ces arrondissements. Elles y ont grandi, leurs ami·es et familles sont là. Oui, on pourrait croire qu'il y a plus de services au centre-ville, mais, selon Gabriel, on peut rapidement s'y sentir seul et l'itinérance « c'est déjà pas facile, feck j'aime mieux être bien entouré. » *

QUAND T'ES DEUX DANS LA RUE...

Mafalda

Premièrement, il y a eu l'éviction...Ça y est, on est dans la rue! Les huissiers nous ont décrissés de nos chambres respectives à 8h00 AM mon conjoint et moi... On doit déjà faire le tri de ce qu'on peut amener avec nous. Des déchirements sont à prévoir: j'ai beaucoup de stock que j'ai accumulé tout au long des années, je dois me départir de 75 % de mes avoirs... Adieu photos de famille, décorations et belles robes vintages! Bonjour pack sac, valises à roulettes et sleeping bag. Comment on va faire? Quelles sont nos possibilités de se trouver une place pour ce soir? Sans argent, comment on va faire pour se déplacer jusqu'au refuge?

Sauter l'autobus? À deux, c'est encore plus difficile...

Ensuite, il y a eu les refuges...

Miracle! Il y a un cubicule de couple au YMCA sur Hochelaga. On saute l'autobus: un gentil conducteur comprend notre détresse et nous laisse passer tous les deux. Rendus au "Y", on nous montre notre cubicule. En fait, c'est un cubicule pour une seule personne dans lequel on a mis deux lits de camp. Il y a à peine 6 pouces (15 cm) entre les deux lits... Moi qui ronfle comme un truck, mon conjoint n'aura pas beaucoup de distance entre ses oreilles et ma bouche qui fait un bruit énorme!!! De plus, on fait environ 200 livres et 300 livres

de poids corporel, on n'a même pas de place pour bouger un orteil... Une question cruciale vient assez vite: la question de l'intimité et de la sexualité. Dans les refuges où on est allé et dont on a entendu parler, il est impossible d'avoir des relations sexuelles, c'est le règlement. Tout est mis à nu, toute notre intimité, il est alors chimérique de baiser!!! Dans la nature de la ville, il est hors de question d'avoir ce type de relation sans friser la grossière indécence. Dans la rue, on n'a pas de vie sexuelle.

Par la suite, il y a eu les hôtels...

Pour souffler de temps en temps, on se paye un petit hôtel pas cher pour quelques jours. C'est extrêmement dispendieux et les hôtels

à une étoile, ce n'est pas des endroits recommandables: punaises, individus qui cognent à ta porte pour t'offrir du crack, du travail du sexe... De plus, il faut payer pour la nourriture. Puisqu'on n'a pas de poêle ni de micro-ondes, il faut acheter de la bouffe toute faite, ce qui est encore plus cher... Quand on a presque plus d'argent, on retourne à la mission. Mais c'est un break qui fait du bien à la santé mentale. De l'intimité, une porte qui barre et une toilette privée. Ouf!

Toujours dans la rue...

On est maintenant à la recherche d'un logement. Du logement social, à deux, c'est presque impossible à trouver, à moins d'être sur un traitement de substitution (type Méthadone) à Méta d'Âme ou avoir 55 ans et plus à la FOHM. De plus, le monde du logement locatif est en crise: si tu as un casier judiciaire, si tu as un mauvais crédit, si tu ne travailles pas, si tu as une cause au Tribunal administratif du logement (TAL), ou si tu as l'air juste marginal, c'est foutu... Les propriétaires ont le choix entre des dizaines, sinon des centaines de candidatures. Ils vont choisir le petit couple qui travaille tous les deux et qui n'a aucun problème d'argent, pas d'histoires, pas de soucis, pas d'enfants... On se demande encore quoi faire, comment s'en sortir. Avez-vous une solution, une idée, une piste? Non? Ben nous non plus... *

**« L'HABITUDE
DU DÉSESPOIR EST
PLUS TERRIBLE QUE
LE DÉSESPOIR
LUI-MÊME. »**

Albert Camus, La peste.

POUR PRÉVENIR ET RÉDUIRE L'ITINÉRANCE: AGIR GLOBALEMENT, COLLECTIVEMENT, AMBITIEUSEMENT

Nous avons une image collective encore «simpliste» de l'itinérance. À la lecture de cette revue, vous aurez vite compris que l'itinérance à Montréal est très variée et complexe. Sans surprise, avec toute cette diversité de personnes et de situations vient une diversité de besoins et de réponses adéquates pour y répondre.

À Montréal, grâce aux organismes communautaires qui sont au diapason des besoins et des réalités des différentes communautés touchées par l'itinérance, les réponses sont riches et diversifiées. Les Centres de jour et Centres de soir permettent aux personnes de se déposer sans condition, de socialiser, de manger, d'être accompagné pour diverses démarches. Parfois ces lieux offrent des cases postales et des endroits pour laisser des sacs pour une courte durée. L'hébergement, qu'il

soit d'urgence, court ou moyen terme, offre bien plus qu'un lit où dormir et un endroit pour prendre sa douche ou manger. Ce sont des lieux essentiels pour être soutenus dans la recherche d'un logement, réactiver son dossier à l'aide sociale, accéder à des soins de santé, etc. Le **logement social et communautaire, transitoire et permanent**, avec soutien communautaire offre un toit, un milieu de vie, et de l'accompagnement pour se réapproprier la vie en communauté.

Le travail de rue et de proximité permettent de rejoindre les personnes là où elles sont dans une approche de réduction des méfaits. Les **sites de consommation supervisée** permettent aux personnes qui consomment des drogues de le faire de façon plus sécuritaire. Des organismes offrent aussi des activités d'implication et de réinsertion sociale et au travail, opèrent des écoles de la rue, font de la défense de droits, offrent de l'accompagnement à la sortie d'institutions (prisons, Centres jeunesse), des soins de santé de proximité, de l'accompagnement judiciaire etc. Toutes ces activités plus que nécessaires, tant en matière de prévention qu'en réduction de l'itinérance, ont été développées en réponse aux besoins identifiés par les personnes concernées.

Ceci étant dit, il y a encore beaucoup à faire comme société pour répondre adéquatement à l'ampleur et à la diversité des besoins, plusieurs ayant été nommés à travers cette revue : les femmes en situation d'itinérance, leurs réalités et besoins sont encore grandement invisibilisés et le besoin d'hébergement non-mixte et digne pour elles est très grand, il n'y a pas de ressources d'hébergement spécifiquement adaptées aux jeunes et moins jeunes de la communauté LGBTQIA+, le vieillissement (prématuré) des personnes en

situation d'itinérance est un enjeu qui reste à être véritablement abordé, la présence de plus en plus grande des personnes migrantes à statut précaire demandera aussi des adaptations, sans parler du manque de ressources de toutes sortes adaptées aux besoins des personnes qui consomment. Il est essentiel de prendre conscience que l'imagerie collective autour de l'itinérance invisibilise les personnes et les réalités qui n'y correspondent pas. Conséquemment, il est plus difficile de développer des ressources adaptées, particulièrement par manque de financements et de reconnaissance de l'expertise des organismes communautaires.

Au-delà de cette grande diversité qui influence les réponses communautaires, il y a le contexte politique, social, économique qui dépasse largement la responsabilité individuelle et le pouvoir des organismes communautaires : Quel est le filet social en place ? Quelle est la situation économique, la situation du logement, l'état des droits, de l'accès aux services publics ? Ces facteurs systémiques sont les raisons qui façonnent chacune des situations d'itinérance et il est incontournable de réfléchir à agir radicalement sur ceux-ci afin de réduire l'itinérance de façon réelle et durable.

« L'itinérance est un phénomène social complexe qui met en évidence les maux de notre société. C'est confrontant. Il est peut-être temps d'accepter le malaise, de prendre acte de la situation et d'agir concrètement. »

« À Montréal, grâce aux organismes communautaires qui sont au diapason des besoins et des réalités des différentes communautés touchées par l'itinérance, les réponses sont riches et diversifiées. »

C'est pour toutes ces raisons que le RAPSIM et ses membres s'ancrent dans et défendent ardemment l'approche globale en itinérance. L'approche globale, c'est « comprendre la personne dans les multiples dimensions de sa vie, ses identités (sexe, âge, orientation sexuelle, etc.), son histoire personnelle, ses conditions de vie, ses besoins, ses relations interpersonnelles et ses liens sociaux, ses capacités, ses forces, ses ressources, etc.⁴⁵ » tout en tenant compte du contexte et des facteurs systémiques en place. Revendiquer l'approche globale en itinérance revient donc à prendre compte de la diversité des besoins et des activités nécessaires et d'offrir un accompagnement respectueux des personnes et ce, peu importe où elles sont rendues dans leur parcours.

Nous voudrions tous et toutes que l'itinérance puisse se régler en une solution parfaite, en un coup de baguette magique. Mais l'itinérance est un phénomène social complexe qui met en évidence les maux de notre société. C'est confrontant. Il est peut-être temps d'accepter le malaise, de prendre acte de la situation et d'agir concrètement. La Politique nationale de lutte à l'itinérance qui a près de 10 ans est une bonne base sur laquelle s'appuyer. N'ayons pas peur d'être ambitieux·ses! *

45. Henri Lamoureux, Annie Fontaine, Michel Parazelli et al., *L'approche globale: contexte et enjeux, Approches collectives* (2009), en ligne: http://www.roc03.com/files/Recueil_approche_globale.pdf

POUR EN SAVOIR PLUS...

Voici quelques ressources sur l'itinérance à Montréal et ailleurs.

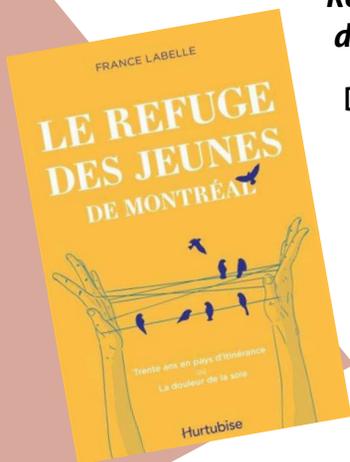
Balados

- Le balado de l'**Association Québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues** (AQPSUD)
- **Décrypter les inégalités sociales** - Balado du Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS),
- **Histoire à coucher dehors** - Balado de Télé-Québec animé par Jo Cormier, avec des invité-es ayant connu la rue
- **Un toit pour nous**, Balado de Radio-Canada et de l'Observatoire des tout-petits animé par Fabrice Vil
- **Les grands entretiens avec France Labelle** - Balado de Radio-Canada
- **L'itinérance en temps de pandémie** - Balado de l'Observatoire des profilages
- **Vivre l'itinérance – À Huis Clos** - Balado de Cam Grande Brune avec Annie Archambault
- **Legault, faut se donner le go... en prévention de l'itinérance jeunesse!**
Vidéo des jeunes de la Coalition Jeunes+
- **Passés croisés: L'itinérance au Féminin**, Vidéo de Urbania
- **Parole autochtone - Combattre l'itinérance**, Épisode de balado animé par Melissa Mollen Dupuis

Documentaires/séries/Films

- **Chienne de vie**, 2015, Hélène Choquette, documentaire
- **Tant que j'ai du respir dans le corps**, 2020, Steve Patry, documentaire
- **Anna et Arnaud**, 2021, TVA, Série télé
- **Les murs qui nous habitent**, 2022, Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, web-série

Refuge des jeunes de Montréal: trente ans en pays d'itinérance ou La douleur de la soie, France Labelle, 2020, Hurtubise



Depuis des décennies, France Labelle se consacre à l'aide directe auprès de personnes sans-abri et en difficulté ainsi qu'à l'amélioration de leurs conditions de vie, à la défense et à la promotion de leurs droits. Franchir la barre des 30 ans d'engagement au Refuge des Jeunes de Montréal l'a poussée à jeter un regard rétrospectif sur son parcours, en même temps qu'à réfléchir sur des enjeux incontournables de l'itinérance. Elle nous fait découvrir la réalité des jeunes sans-abri à travers une mosaïque de textes, dont certains sont des entretiens qu'elle a elle-même menés avec des gens proches du Refuge: jeunes, intervenants, bénévoles, gestionnaires, philanthropes. L'auteure démontre aussi sa fibre militante par d'autres

textes aux accents de pamphlets dénonçant des injustices dont sont victimes les sans-abri. Elle raconte aussi la genèse de certaines initiatives développées par le Refuge au fil des ans: le Logement social avec soutien communautaire ou encore le célèbre Show du Refuge. Grâce à sa plume, son parcours, ses convictions, France Labelle réussit à restituer l'univers complexe de l'itinérance et nous interpelle sur cet enjeu crucial de notre société.



Itinérance et cohabitation urbaine: Regards, enjeux et stratégies d'action, Sous la direction de Michel Parazzelli, 2021, Les Presses de l'université du Québec

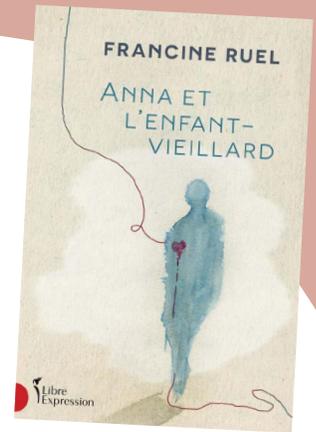
Le partage des espaces publics des grandes villes industrialisées avec les personnes en situation d'itinérance et de marginalité représente plusieurs défis autant pour les acteurs de la vie quotidienne que pour les intervenants sociaux et les responsables politiques. Ces défis sont en phase avec les enjeux contemporains associés non seulement aux transformations des normes de socialisation à la vie collective, mais aussi à celles du développement urbain des centres-villes. Compte tenu des tensions sociales et politiques générées par les effets des contextes

de revitalisation urbaine, l'analyse des enjeux traversant les pratiques de partage de l'espace public avec les personnes en situation d'itinérance constitue un travail essentiel à l'identification de pistes d'intervention et d'actions pouvant améliorer la cohabitation.

Cet ouvrage présente les résultats d'une étude de deux cas – celui de Montréal (Quartier des spectacles) et celui de Québec (Nouvo Saint-Roch) – sous l'angle d'analyse des logiques normatives guidant les pratiques de partage de l'espace public entre les acteurs concernés.

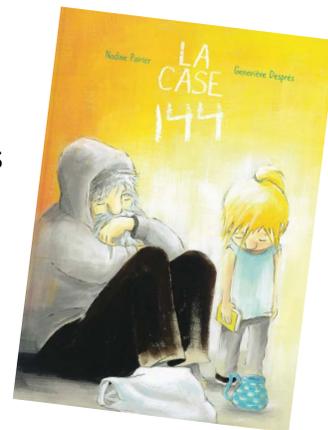
Anna et l'enfant vieillard, Francine Ruel, 2019, Libre Expression

Anna tente de faire le deuil d'un enfant vivant. Son fils s'est perdu dans la drogue, puis dans la rue, une véritable descente aux enfers contre laquelle elle a tout essayé, en vain. La douleur est désormais la seule présence de l'absent, accompagnée par la peur d'Anna de le croiser, la main tendue, et de ne pas le reconnaître. Le roman raconte le parcours de cette femme et de son enfant-vieillard par le biais de fragments touchants, mais jamais larmoyants.



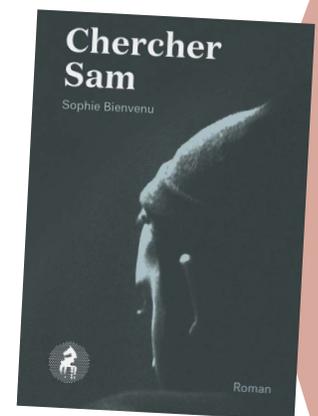
La case 144, Nadine Poirier Geneviève Després, 2019, Éditeur D'eux (livre pour enfants)

Lorsque la mère de Lia lui offrit une boîte de craies toutes neuves, elle entreprit de dessiner un long jeu de marelle qui serpentait sur les trottoirs. Pour ne plus s'égarer. Ses premières cases à peine achevées, elle projeta de faire le tour de la ville au complet. Mais qui est cet homme qui bloque son projet ? Un regard sur nous et les autres, tendre et réaliste.



Chercher Sam, Sophie Bienvenu, 2014, Cheval d'août éditeur

Mathieu vit dans la rue. Il l'a choisi. Ce n'est pas un aventurier, et ça n'a rien à voir avec la liberté. Est-ce qu'il s'autodétruit ? Est-ce ainsi qu'il se préserve ? Peu importe. Sa chienne Sam est là, qui l'aide à continuer. Mais quand elle disparaît, Mathieu doit mettre fin à son errance. Pour la retrouver, il entreprend un voyage dont les bifurcations le ramènent au secret de son passé. Chercher Sam s'intéresse aux survivants. Dans une langue cassée et tendre, Bienvenu déboîte puis remonte le délicat assemblage de poupées gigognes qui constituent la mémoire humaine, jusqu'au cœur, et jusqu'à la plus petite raison d'espérer.





Tiohtiá:ke, Michel Jean, 2021, Libre Expression éditeur

Élie Mestenapeo sort de prison après avoir purgé sa peine pour le meurtre de son père, un homme alcoolique et violent. Sa communauté innue de Nutashkuan l'a banni. Il débarque à Montréal et se retrouve dans la rue. Il y croisera des personnes d'autres nations, Inuit, Cris, Atikamekw, venues comme lui s'échouer dans la métropole, et il fera des rencontres déterminantes, qui l'aideront à se reconstruire. Tiohtiá:ke, c'est aussi la réalité de tous ces Autochtones qui se regroupent dans les villes pour reformer la communauté qu'ils ont perdue. La seule chance de s'en sortir réside parfois dans l'attachement à des valeurs plus grandes que soi.

Recherche



Démarche qualitative du Deuxième portrait de l'itinérance au Québec: Regards croisés et approfondissement des connaissances, Sue-Ann MacDonald et al., 2020, Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS), CIUSSS du Centre-Sud-de-L'Île de-Montréal.

Des avancées ont eu lieu depuis la mise en place du dénombrement - on comptait d'ailleurs lors du plus récent dénombrement en 2018 seulement 3 142 personnes en situation d'itinérance visible. Ce rapport cherche à approfondir les connaissances qualitatives en itinérance en analysant et croisant des narratifs de témoignages recueillis auprès de 31 groupes de discussion avec des intervenant-es dans le domaine de l'itinérance et 44 entretiens semi-dirigés auprès de personnes en situation d'itinérance. Nous voyons alors se dresser un portrait de la conception de l'itinérance, des différents points tournants et de bascule, de même que des pistes d'actions émergentes.

LEXIQUE

Centre de jour

Lieu où les personnes en situation d'itinérance ou de précarité peuvent aller pendant la journée. On y retrouve habituellement des endroits pour s'asseoir, se réchauffer ou se rafraîchir, des breuvages et des intervenant-es qui offrent un soutien et un accompagnement dans les diverses démarches.

Hébergement communautaire

Qu'il soit qualifié d'hébergement d'urgence, court terme, transitoire, moyen ou long terme, l'hébergement communautaire fait habituellement référence à des ressources qui offrent un lit, des repas et de l'accompagnement dans différentes démarches, sur une période allant d'une journée à quelques mois.

Itinérance

L'itinérance désigne un processus de désaffiliation sociale et une situation de rupture sociale qui se manifestent par la difficulté pour une personne d'avoir un domicile stable, sécuritaire, adéquat et salubre en raison de la faible disponibilité des logements ou de son incapacité à s'y maintenir et, à la fois, par la difficulté de maintenir des rapports fonctionnels, stables et sécuritaires dans la communauté. L'itinérance s'explique par la combinaison de facteurs sociaux et individuels qui s'inscrivent dans le parcours de vie des hommes et des femmes (définition tirée de la Politique nationale de lutte à l'itinérance - Ensemble pour éviter la rue et en sortir)⁴⁶.

Itinérance cachée/invisible

Un type d'itinérance qui ne se voit pas, notamment parce que les personnes font du couchsurfing, dorment dans leur auto, passent la nuit dans des cafés 24h, dorment chez des amis ou un-e membre de la famille, cohabitent à plusieurs dans un petit logement, etc. Ce type d'itinérance touche beaucoup les femmes et les jeunes qui peuvent parfois se mettre à risque pour éviter la rue (ex.: tolérer un-e partenaire violent-e, échanger des services sexuels pour un toit). L'itinérance cachée peut être tout aussi chronique que l'itinérance visible.

LGBTQIA+

Acronyme des identités de la diversité sexuelle et de genre: Lesbienne, gay, bisexuel-le, trans, queer, intersexe, asexuel-le et plus. Voir le lexique⁴⁷ de la Fédération des enseignantes et des enseignants du Québec (FNNEQ-CSN) pour des définitions plus complètes.

Logement permanent et logement transitoire

Le logement permanent s'agit d'un logement avec un bail à durée indéterminée et qui est formellement encadré par la Loi sur le Tribunal administratif du logement⁴⁸. Il peut être privé, social ou communautaire. Le logement transitoire est une alternative au logement permanent. Il est développé pour répondre aux besoins des personnes pour qui le logement permanent, même avec soutien communautaire, n'est pas adapté. Comme en logement permanent, il offre un logement individuel et privé aux personnes, mais au lieu d'un bail à durée indéterminée, les locataires signent des ententes pour une durée de 1 à 5 ans.

46. Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2014). *op cit*.

47. FNNEQ-CSN. (2017). *op cit*.

48. Logement permanent et logement transitoire": "45. Loi sur le Tribunal administratif du logement. RLRQ, c. T-15.01 <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/T-15.01>

Maison de chambres

Une maison de chambres est un immeuble offrant en location des chambres et dont plusieurs équipements sont partagés entre les locataires (cuisine, salle de bain et/ou toilettes). Elles peuvent être louées sur le marché locatif privé ou appartenir à des organismes à but non lucratif offrant du logement social à des personnes à faible revenu.

Pairs/Personnes paires/pair-aidance

Un-e pair procure un soutien social et émotionnel à d'autres personnes avec lesquelles il ou elle a un vécu commun, par exemple en ayant un vécu migratoire, en santé mentale, en itinérance ou au niveau de la consommation. Dans le cas des pairs-aidant-es, il s'agit de personnes qui vont apporter un soutien à leurs pairs dans le cadre d'un travail rémunéré, par exemple dans les sites de consommation supervisés, dans les hébergements d'urgence, en travail de rue, etc.

Rénoventions

Éviction d'un-e ou des locataires par leur propriétaire dans le but de rénover un logement. Cette pratique est illégale et s'accompagne souvent par une forte hausse des loyers.

Site de consommation supervisée (SCS)

C'est un endroit sécuritaire où sont offerts des services permettant la consommation supervisée des personnes utilisatrices de drogues par injection et inhalation (UDII). Ces dernières peuvent consommer les drogues qu'elles apportent dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité, sous la supervision d'un personnel qualifié et en toute légalité.

Travail de rue

Le travail de rue vise à se rapprocher des personnes qui vivent diverses formes de rupture sociale dans une ou plusieurs sphères de leur vie. Cette pratique se caractérise par le fait qu'elle se déploie directement dans les milieux de vie en prenant le temps d'établir un lien de confiance avec les personnes afin de les accompagner vers un mieux-être. En allant à la rencontre des personnes là où elles se trouvent, les praticiennes et praticiens du travail de rue développent une fine compréhension des réalités humaines. Forts de cette expertise, ces équipes sont en mesure d'agir sur plusieurs déterminants sociaux, que ce soit dans une logique de prévention des difficultés ou de rétablissement des liens sociaux effrités.

Qu'il s'agisse d'écouter une personne au bout du rouleau, d'en aider une autre à déménager ou à rédiger un CV, de co-élaborer un plan d'action local pour la sécurité alimentaire, d'accompagner une personne au tribunal, de collaborer à l'accès à des soins de santé, de trouver un hébergement temporaire pour quelqu'un à la rue, de faire une médiation au sein d'un couple ou d'une famille ou encore d'offrir des seringues propres à un utilisateur de drogues injectables, les travailleuses et travailleurs de rue sont des maîtres de la polyvalence et de l'adaptabilité - pour en savoir plus, visiter le site web du [Regroupement des Organismes Communautaires Québécois pour le Travail de Rue, ROCOTR](#).

LEXIQUE

Liste des membres du RAPSIM en date du 27 septembre 2023

| | | |
|---|--|---|
| <u>Abri d'espoir (L')</u> | <u>Comité logement du Plateau Mont-Royal</u> | <u>Maison Tangente</u> |
| <u>Action Autonomie</u> | <u>Comité social Centre-Sud</u> | <u>Marie Debout, Centre de femmes Hochelaga-Maisonneuve</u> |
| <u>Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)</u> | <u>Dans la rue</u> | <u>Médecins du Monde — Montréal</u> |
| <u>À deux mains/Head & Hands</u> | <u>Dîners St-Louis</u> | <u>Méta d'Âme</u> |
| <u>L'amour en action (AEASD)</u> | <u>Diogène</u> | <u>Mission St-Michael's*</u> |
| <u>Anonyme (L')</u> | <u>Dopamine</u> | <u>MultiCaf</u> |
| <u>Antre-jeunes de Mercier-Est (L')</u> | <u>En Marge 12-17</u> | <u>Œuvres de St-Jacques*</u> |
| <u>Architecture sans frontières*</u> | <u>Escale Famille Le Triolet</u> | <u>PACT de Rue</u> |
| <u>Arrêt-Source</u> | <u>Exeko</u> | <u>PAS de la rue</u> |
| <u>Association Bénévole Amitié</u> | <u>Face à face</u> | <u>Passages</u> |
| <u>Association Logement Amitié</u> | <u>Foyer de jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal (FJTTM)</u> | <u>Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es (PIAMP)</u> |
| <u>Association pour la Défense des Droits sociaux du Montréal métropolitain (ADDMM)</u> | <u>Groupe d'entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes (GEIPSI)</u> | <u>Plein Milieu</u> |
| <u>Atelier Habitation Montréal</u> | <u>Groupe CDH</u> | <u>Projet Genèse</u> |
| <u>Auberge communautaire du Sud-Ouest (ACSO)</u> | <u>Groupe Information Travail (GIT)</u> | <u>Projet Autochtones du Québec (PAQ)</u> |
| <u>Auberge du coeur le Tournant</u> | <u>Groupe Paradoxe</u> | <u>RAP Jeunesse</u> |
| <u>Auberge Madeleine</u> | <u>Habitations L'Escalier</u> | <u>Refuge du Coeur de l'Île*</u> |
| <u>Avenue hébergement communautaire</u> | <u>Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC)</u> | <u>Refuge des Jeunes de Montréal</u> |
| <u>Bâtir son quartier</u> | <u>Halte du coin (La)*</u> | <u>Réseau Habitation Femmes (RHF)</u> |
| <u>Boulot Vers...</u> | <u>Hébergement La Casa Bernard Hubert*</u> | <u>Ressources Jeunesse de Saint-Laurent (RJSL)</u> |
| <u>Bureau de consultation jeunesse (BCJ)</u> | <u>Information alimentaire populaire Centre-Sud</u> | <u>REZO – santé et mieux-être des hommes gais, et bisexuels, cis et trans</u> |
| <u>CACTUS Montréal</u> | <u>Itinéraire (Groupe communautaire L')</u> | <u>RICOCHEH Hébergement – Homes</u> |
| <u>Carrefour familial Hochelaga</u> | <u>Logifem</u> | <u>Rue des Femmes</u> |
| <u>Centre Associatif Polyvalent d'Aide Hépatite C (CAPAHC)</u> | <u>Logis Phare</u> | <u>Sac à Dos</u> |
| <u>Centre communautaire Petite-Côte</u> | <u>Logis Rose-Virginie</u> | <u>Sentier Urbain</u> |
| <u>Centre d'amitié autochtone de Montréal</u> | <u>Ma Chambre inc.</u> | <u>Service d'hébergement St-Denis</u> |
| <u>Centre de jour St-James</u> | <u>Maison Benoit Labre</u> | <u>Société John-Howard — programme Chez nous!*</u> |
| <u>Centre de prévention du suicide de Montréal</u> | <u>Maison des Amis du Plateau Mont-Royal</u> | <u>Spectre de rue</u> |
| <u>Centre de soir Denise- Massé</u> | <u>Maisons de l'Ancre</u> | <u>Stella</u> |
| <u>Chambreclerc</u> | <u>Maison d'Hérelle</u> | <u>Sidalys</u> |
| <u>Chez Doris</u> | <u>Maison du Pharillon</u> | <u>Travail de rue et action communautaire (TRAC)</u> |
| <u>Cirque Hors Piste</u> | <u>Maison L'Exode</u> | <u>Valoristes*</u> |
| <u>Clinique Droits Devant</u> | <u>Maison Grise de Montréal</u> | <u>Vilavi</u> |
| <u>Coalition des groupes jeunesse LGBTQ+</u> | <u>Maison Lucien L'Allier</u> | <u>Villa Exprès pour toi</u> |
| <u>Comité BAILS (Entraide Logement Hochelaga Maisonneuve)</u> | <u>Maison Marguerite</u> | <u>Y des femmes de Montréal</u> |
| | <u>Maison St-Dominique</u> | <u>YMCA — programmes Premier arrêt et Dialogue</u> |
| | <u>Maison St-Jacques</u> | |

* Membres associés (sans droit de vote)

